



5 décembre 2024

Bulletin de la prévoyance professionnelle n° 165

Indications

1141	Montants-limites valables dès le 1 ^{er} janvier 2025	2
1142	Adaptation des rentes de survivants et d'invalidité LPP à l'évolution des prix au 1 ^{er} janvier 2025.....	4
1143	Le taux d'intérêt minimal reste à 1,25 %.....	5
1144	Fonds de garantie LPP : taux de cotisation pour 2025.....	5
1145	Introduction de la possibilité d'effectuer des rachats dans le pilier 3a.....	6
1146	Les prestations des fonds patronaux de bienfaisance sont élargies	18
1147	Projet « eStatus » : numérisation de l'inscription en tant qu'indépendant auprès des caisses de compensation AVS.....	19

Jurisprudence

1148	Responsabilité et tâches des experts en prévoyance professionnelle	20
1149	Restitution d'une rente pour enfant d'invalidité indûment perçue	21

Annexes

- Nouvelle tablelle valable à partir du 1.1.2025 pour le calcul du montant maximal du 3e pilier a
(selon les art. 60a al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance 22
- Chiffres repères 2025 dans la prévoyance professionnelle 22 |- Chiffres repères 1985-2025 dans la prévoyance professionnelle..... 22 |- Tableaux 2025 de l'avoir de vieillesse LPP 22 |- Taux d'adaptation des rentes de risque de la PP obligatoire, en % 22 |

Indications

1141 Montants-limites valables dès le 1^{er} janvier 2025

(art. 2, 7, 8, 46 et 56 LPP; art. 3a et 5 OPP 2, art. 7 OPP 3, art. 3 de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle de personnes au chômage)

Le 28 août 2024, le Conseil fédéral a décidé d'adapter les montants-limites de la prévoyance professionnelle. La modification des articles 3a et 5 OPP 2 entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025. La déduction de coordination passera de 25'725 à 26'460 francs. Le seuil d'entrée pour l'assurance obligatoire (salaire annuel minimal), qui correspond aux $\frac{3}{4}$ de la rente de vieillesse maximale de l'AVS, augmentera à 22'680 francs. La déduction fiscale maximale autorisée dans le cadre de la prévoyance individuelle liée (pilier 3a) est aussi augmentée. Ces modifications sont effectuées parallèlement à l'augmentation de la rente de vieillesse minimale de l'AVS.

Les montants-limites servent à fixer la limite minimale de salaire quant à l'assujettissement au régime obligatoire de la prévoyance professionnelle, les limites inférieure et supérieure du salaire assuré ("salaire coordonné") ainsi que le salaire coordonné minimal.

Le Conseil fédéral a, en vertu de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), la compétence d'adapter ces montants-limites aux augmentations de la rente minimale de vieillesse de l'AVS. Etant donné qu'à partir du 1^{er} janvier 2025 cette dernière passera de 1'225 à **1'260** francs, les montants-limites de la prévoyance professionnelle devront être adaptés en conséquence. Pour assurer une bonne coordination entre le premier et le deuxième pilier, l'entrée en vigueur de l'adaptation a été fixée au 1^{er} janvier 2025 également.

Lien internet pour le communiqué de presse avec les modifications d'ordonnance et les commentaires : [Majoration de 35 francs de la rente minimale AVS/AI \(admin.ch\)](#)

Les montants-limites sont fixés de la manière suivante :

Pour la prévoyance professionnelle obligatoire

	montants actuels	nouveaux montants
- Salaire annuel minimal	22'050 fr.	22'680 fr.
- Déduction de coordination	25'725 fr.	26'460 fr.
- Limite supérieure du salaire annuel	88'200 fr.	90'720 fr.
- Salaire coordonné maximal	62'475 fr.	64'260 fr.
- Salaire coordonné minimal	3'675 fr.	3'780 fr.

Pour la prévoyance individuelle liée du pilier 3a

Déduction fiscale maximale autorisée pour les cotisations aux formes reconnues de prévoyance:

	montants actuels	nouveaux montants
- avec affiliation à une institution de prévoyance du 2 ^e pilier	7'056 fr.	7'258 fr.
- sans affiliation à une institution de prévoyance du 2 ^e pilier	35'280 fr.	36'288 fr.

Prévoyance professionnelle obligatoire des personnes au chômage

L'assurance chômage se base sur un régime d'indemnités journalières. Pour cette raison, les montants-limites prévus pour les chômeurs obligatoirement soumis au 2^e pilier seront convertis en montants journaliers.

	montants actuels	nouveaux montants
- Salaire journalier minimal	84.70 fr.	87.10 fr.
- Déduction de coordination journalière	98.80 fr.	101.60 fr.
- Limite supérieure du salaire journalier	338.70 fr.	348.40 fr.
- Salaire journalier assuré maximal	239.90 fr.	246.75 fr.
- Salaire journalier assuré minimal	14.10 fr.	14.50 fr.

Prestations assurées par le fonds de garantie

Le fonds de garantie assure également les prestations réglementaires qui vont au-delà des prestations légales et qui sont dues par des institutions de prévoyance devenues insolubles. Mais cette garantie visée par la LPP couvre au plus les prestations calculées sur la base d'un salaire déterminant AVS qui ne doit toutefois pas dépasser une fois et demie la limite supérieure du salaire annuel.

	montant actuel	nouveau montant
- Limite du salaire maximal	132'300 fr.	136'080 fr.

1142 Adaptation des rentes de survivants et d'invalidité LPP à l'évolution des prix au 1^{er} janvier 2025

Au 1^{er} janvier 2025, les rentes de survivants et d'invalidité de la prévoyance professionnelle obligatoire seront adaptées à l'évolution des prix, certaines pour la première fois, d'autres de manière subséquente.

Les rentes de survivants et d'invalidité du régime obligatoire de la prévoyance professionnelle (LPP) doivent être adaptées périodiquement jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite en cas d'augmentation de l'indice des prix à la consommation. La première adaptation a lieu après trois ans, puis en même temps que les rentes de l'AVS, en règle générale tous les deux ans.

Rentes adaptées pour la première fois

Les rentes ayant pris naissance en 2021 seront adaptées pour la première fois. Elles seront augmentées de **5,8%**. Ce taux est calculé sur la base des indices des prix à la consommation de septembre 2021 (101,2887 selon base décembre 2020 = 100) et de septembre 2024 (107,2098 selon base décembre 2020 = 100).

Adaptations découlant de l'augmentation des rentes de l'AVS

Les rentes de l'AVS étant adaptées en 2025, les rentes de survivants et d'invalidité de la LPP doivent également être augmentées.

- Rentes adaptées pour la première fois au 1^{er} janvier 2024 : augmentation de **0,8%**.
- Rentes adaptées pour la dernière fois au 1^{er} janvier 2023 : augmentation de **2,5%**.

Le taux d'adaptation est calculé par la comparaison de l'indice de septembre 2024 avec l'indice de septembre 2023 (106,3136 selon base décembre 2020 = 100) respectivement de septembre 2022 (104,5831 selon base décembre 2020 = 100).

Rentes du régime surobligatoire

Aussi longtemps que le montant des rentes dépasse le minimum légal prescrit par la LPP, leur adaptation à l'évolution des prix n'est pas obligatoire. Tout comme les rentes pour lesquelles la LPP ne prévoit pas de compensation périodique du renchérissement, elles sont adaptées par les institutions de prévoyance dans les limites de leurs possibilités financières. L'organe suprême de l'institution de prévoyance décide chaque année si et dans quelle mesure les rentes doivent être adaptées (cf. art. 36, al. 2, LPP). Les décisions sont commentées dans les comptes annuels ou dans le rapport annuel de l'institution de prévoyance.

Lien internet pour le communiqué de presse:

[Prévoyance professionnelle : adaptation des rentes de survivants et d'invalidité à l'évolution des prix au 1^{er} janvier 2025 \(admin.ch\)](#)

1143 Le taux d'intérêt minimal reste à 1,25 %

L'an prochain, le taux d'intérêt minimal LPP, actuellement de 1,25 %, sera maintenu. En effet, lors de sa séance du 9 octobre 2024, le Conseil fédéral a été informé qu'il n'était pas nécessaire de procéder cette année à l'examen du taux. Ce taux détermine l'intérêt minimal auquel doivent être rémunérés les avoirs de vieillesse du régime obligatoire conformément à la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP).

Aux termes de la loi, l'élément déterminant pour la fixation du taux est l'évolution du rendement des obligations de la Confédération ainsi que, en complément, celui des actions, des obligations et de l'immobilier.

Le rendement des obligations de la Confédération a nettement diminué : le taux d'intérêt des obligations à dix ans de la Confédération était de 1,57 % à la fin 2022 et est tombé à 0,45 % à la fin août 2024. En revanche, les actions et les obligations progressent positivement après leur recul en 2022. Le marché immobilier a également connu une évolution favorable. L'année dernière, le taux d'intérêt minimal a été relevé de 0,25 point de pourcentage pour atteindre 1,25 %. Dans l'ensemble, le maintien du taux d'intérêt minimal à 1,25 % est justifié. Le Conseil fédéral a été informé qu'il n'était pas nécessaire de procéder cette année à l'examen du taux d'intérêt. Il est tenu de réévaluer le taux d'intérêt minimal au moins tous les deux ans et procédera donc à cet examen l'année prochaine.

Le 2 septembre 2024, la Commission fédérale de la prévoyance professionnelle s'est, elle aussi, prononcée pour un maintien du taux à 1,25 %.

Lien internet pour le communiqué de presse:

[Prévoyance professionnelle : le taux d'intérêt minimal reste à 1,25 % \(admin.ch\)](#)

1144 Fonds de garantie LPP : taux de cotisation pour 2025

La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle a approuvé les taux de cotisation que lui a soumis le conseil de fondation du fonds de garantie LPP pour l'année de calcul 2025. Le taux de cotisation reste inchangé à 0,13% pour les subsides pour structure d'âge défavorable. Le taux de cotisation pour les prestations pour insolvabilité et les autres prestations reste inchangé à 0,002%.

L'échéance de paiement de ces cotisations est fixée à fin juin 2026. Toutes les institutions de prévoyance soumises à la loi sur le libre passage (LFLP) ont l'obligation de cotiser.

Lien internet :

[Contributions | Fonds de Garantie LPP \(sfbvg.ch\)](#)

1145 Introduction de la possibilité d'effectuer des rachats dans le pilier 3a

Les personnes qui, certaines années, n'ont pas effectué de versement dans leur prévoyance individuelle liée (pilier 3a) ou qui n'ont effectué que des versements partiels pourront verser ces cotisations ultérieurement sous forme de rachats. Lors de sa séance du 6 novembre 2024, le Conseil fédéral a pris connaissance des résultats de la consultation et a approuvé les modifications nécessaires de l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP 3). Ces dernières entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Le Conseil fédéral répond ainsi à la demande formulée dans la motion 19.3702 « Autoriser les rachats dans le pilier 3a », déposée par le conseiller aux Etats Erich Ettlin et adoptée par les deux chambres. Les personnes exerçant une activité lucrative en Suisse qui, à partir de l'entrée en vigueur du projet, n'auront pas versé chaque année les cotisations maximales autorisées dans leur pilier 3a auront ainsi la possibilité de verser rétroactivement ces cotisations pendant dix ans au plus et de déduire ces rachats de leur revenu imposable.

Un rachat dans le pilier 3a à hauteur de la « petite cotisation » (soit 7'258 francs en 2025) sera autorisé chaque année, en plus de la cotisation ordinaire. Pour pouvoir effectuer un rachat, une personne devra avoir eu le droit de verser des cotisations au pilier 3a, c'est-à-dire avoir perçu un revenu soumis à l'AVS en Suisse, pendant l'année pour laquelle elle entend verser rétroactivement des cotisations. Elle devra également remplir cette condition pendant l'année au cours de laquelle elle effectue le rachat et avoir, de fait, versé la totalité de la cotisation ordinaire pour l'année en question. Le montant du rachat sera entièrement déductible du revenu imposable, au même titre que la cotisation annuelle ordinaire.

Les nouvelles dispositions prévoient des règles spécifiques pour garantir la légalité des rachats et permettre leur suivi ultérieur, notamment pour les contrôles des autorités fiscales compétentes.

Conséquences financières

Selon une première estimation, les nouvelles dispositions occasionneront une diminution des recettes fiscales de l'ordre de 100 à 150 millions de francs pour l'impôt fédéral direct, dont 21,2 pourcents pour les cantons et 78,8 pourcents pour la Confédération. En ce qui concerne les impôts cantonaux et communaux sur le revenu, la baisse des recettes est estimée entre 200 et 450 millions de francs par an.

Indépendamment de la mise en œuvre de la motion Ettlin, le Conseil fédéral a décidé le 20 septembre 2024 d'adapter certains éléments de l'imposition préférentielle des 2^e et 3^e piliers, sur la base des recommandations du groupe d'experts chargé de réexaminer les tâches et les subventions fédérales. Le Conseil fédéral présentera vraisemblablement fin janvier les modalités du futur traitement fiscal des retraits en capital du 3^e pilier dans le cadre du projet de consultation sur le réexamen des tâches et des subventions. Ces modalités concernent également l'imposition des retraits en capitaux issus de rachats que les contribuables peuvent désormais effectuer.

Lien internet du communiqué de presse du 6 novembre 2024 :

[Le Conseil fédéral introduit la possibilité d'effectuer des rachats dans le pilier 3a](#)

Nous publions ci-après le texte de la modification d'ordonnance:

Ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP 3)

Modification du 6 novembre 2024 (seul fait foi le texte publié dans le [RO 2024 622](#)) :

I

L'ordonnance du 13 novembre 1985 sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance¹ est modifiée comme suit:

Préambule

vu l'art. 82, al. 2 et 3, de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)²,

vu l'art. 99 de la loi du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (LCA)³,

Art. 7, al. 1 phrase introductive

¹ Les salariés et les indépendants peuvent verser des cotisations à des formes reconnues de prévoyance et les déduire de leur revenu, en matière d'impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes, dans la mesure suivante:

Art. 7a Déduction des cotisations versées à titre de rachat

¹ Outre les cotisations visées à l'art. 7, al. 1, les salariés et les indépendants peuvent déduire de leur revenu les cotisations versées à titre de rachat dans la prévoyance individuelle liée si les conditions suivantes sont réunies:

- a. ils n'ont pas versé toutes les cotisations maximales admises pour eux au cours des dix années précédant le rachat ;
- b. ils avaient le droit de verser les cotisations visées à l'art. 7, al. 1, au cours des années concernées par le rachat, et
- c. ils versent intégralement la cotisation admise pour eux en vertu de l'art. 7, al. 1, au cours de l'année où le rachat est effectué (année de rachat).

² Au cours de l'année de rachat, les cotisations versées à titre de rachat ne doivent pas être supérieures à la différence entre la somme des cotisations annuelles maximales admises et la somme des cotisations annuelles effectivement versées au cours des dix années précédant le rachat, mais ne doivent en aucun cas dépasser 8 % du montant-limite supérieur fixé à l'art. 8, al. 1, LPP.

³ Un seul rachat est admis pour combler la lacune de cotisations d'une année donnée (lacune de cotisation annuelle). Un rachat permet toutefois de combler plusieurs lacunes de cotisations annuelles.

⁴ Si le preneur de prévoyance perçoit une prestation de vieillesse en vertu de l'art. 3, al. 1, les rachats ne sont plus admis.

⁵ Les dispositions de l'art. 7, al. 2 et 3, sont également applicables.

Art. 7b Demande de rachat

¹ Le preneur de prévoyance demande par écrit le rachat à l'institution de la prévoyance individuelle liée en fournissant les informations suivantes:

- a. le montant du rachat demandé;
- b. les années pour lesquelles une lacune de cotisations doit être comblée et pour quel montant;
- c. le cas échéant, le montant des cotisations visées à l'art. 7, al. 1, versées au cours de l'année de cotisation concernée par le rachat et la date du versement.

² Dans la demande, il confirme:

- a. avoir versé le montant maximal des cotisations visées à l'art. 7, al. 1, au cours de l'année de rachat, en indiquant leur montant;
- b. avoir réalisé un revenu soumis à l'AVS au cours des années pour lesquelles une lacune de cotisation doit être comblée;

¹ RS 831.461.3

² RS 831.40

³ RS 221.229.1

- c. ne pas avoir encore effectué de rachat pour les années pour lesquelles une lacune de cotisation doit être comblée;
- d. ne pas avoir perçu de prestation de vieillesse en vertu de l'art. 3, al. 1.

³ Si les conditions prévues à l'art. 7a sont remplies, l'institution de la prévoyance individuelle liée autorise le rachat.

Art. 8, al. 2

² En cas de rachat, l'attestation doit également contenir les informations visées à l'art. 7b, al. 1, let. a à c, et la date du rachat.

Titre précédant l'art. 8a

Section 2a Conservation des documents et communication des données relatives à la prévoyance

Art. 8a Consignation des données relatives à la prévoyance et obligation de conservation

¹ Les institutions de la prévoyance individuelle liée consignent dans leurs dossiers les informations pertinentes pour la prévoyance, notamment:

- a. le montant et la date de réception des cotisations visées à l'art. 7, al. 1;
- b. le montant et la date de réception des cotisations versées à titre de rachat ainsi que le montant des lacunes de cotisations comblées par ces rachats;
- c. la perception d'une prestation de vieillesse en vertu de l'art. 3, al. 1.

² Elles sont tenues de conserver les documents pendant dix ans à compter de la fin du rapport de prévoyance.

Art. 8b Communication des données relatives à la prévoyance

En cas de transfert du capital de prévoyance au sens de l'art. 3a, al. 1, let. b, l'institution transférante communique à la nouvelle institution le montant annuel:

- a. des cotisations visées à l'art. 7, al. 1, versées au cours des dix années précédentes, et
- b. des rachats que le preneur de prévoyance a effectués au cours des dix années précédentes, en indiquant les lacunes de cotisations ainsi comblées.

II

Disposition transitoire relative à la modification du ...

Les lacunes de cotisations visées à l'art. 7a, al. 1, let. a, qui sont apparues avant l'entrée en vigueur de la modification du ... ne peuvent pas être comblées au moyen d'un rachat.

III

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Commentaire de la modification de l'ordonnance OPP 3 (tiré du rapport explicatif) :

1 Introduction

1.1. Contexte

La prévoyance liée du pilier 3a, l'un des trois piliers du système suisse de sécurité sociale, prévoit la possibilité de constituer une prévoyance individuelle assortie d'avantages fiscaux (art. 111, al. 1 et 4, Cst.). Les personnes qui perçoivent en Suisse un revenu d'une activité lucrative ou un revenu de substitution soumis à l'AVS peuvent ainsi améliorer leur prévoyance en versant des cotisations déductibles de leur revenu imposable. Pour mettre en œuvre le pilier 3a, le Conseil fédéral a reçu la compétence de déterminer quelles sont les formes reconnues de prévoyance et dans quelle mesure les cotisations qui y sont affectées sont déductibles des impôts (art. 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité [LPP]⁴ dans sa teneur jusqu'au 31 décembre 2022. Depuis le 1^{er} janvier 2023, les formes reconnues de prévoyance sont également mentionnées à l'art. 82, al. 1 LPP). Il a exercé cette compétence en édictant l'ordonnance du 13 novembre 1985 sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP 3)⁵. Les formes reconnues de prévoyance sont la prévoyance individuelle liée auprès d'établissements d'assurances et celle auprès de fondations bancaires. Les personnes qui perçoivent en Suisse un revenu d'une activité lucrative ou un revenu de substitution soumis à l'AVS peuvent y verser chaque année des cotisations dont le montant maximal est fixé par le Conseil fédéral et faire valoir une déduction correspondante pour l'impôt sur le revenu.

La motion Ettlín du 19 juin 2019 (19.3702, « Autoriser les rachats dans le pilier 3a »⁶) charge le Conseil fédéral de créer les dispositions nécessaires pour que les titulaires de comptes et de polices qui n'ont pas pu verser les cotisations maximales dans le pilier 3a au cours d'années antérieures aient la possibilité d'effectuer ces versements a posteriori et de les déduire intégralement de leur revenu imposable pour l'année pendant laquelle elles effectuent ce rachat (rachat 3a). Les personnes concernées doivent percevoir un revenu soumis à l'AVS pendant l'année où elles effectuent un rachat. Elles doivent également pouvoir procéder, en plus du rachat, aux versements usuels donnant droit à une déduction fiscale pour l'année en question.

1.2. Mise en œuvre au niveau de l'ordonnance

Conformément à l'art. 82, al. 2, LPP, le Conseil fédéral est compétent pour déterminer, en collaboration avec les cantons, les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance du pilier 3a. Sur la base de cette délégation de compétence, il fixe, par la présente modification de l'OPP 3, les dispositions nécessaires pour que des cotisations déductibles fiscalement puissent également être versées dans le pilier 3a sous la forme de rachats. Au surplus, en vertu de l'art. 82, al. 3 LPP, il fixe les modalités nécessaires.

1.3. Principe et procédure d'élaboration des dispositions de l'ordonnance

La présente adaptation de l'ordonnance crée la base légale demandée par la motion pour effectuer dans le pilier 3a des rachats donnant droit à des déductions fiscales et permettant de combler des lacunes de cotisations dans la prévoyance individuelle liée. En ce qui concerne les conditions à remplir pour pouvoir procéder à un rachat, la mise en œuvre tient compte des principes du pilier 3a en tant qu'assurance du *revenu* : les rachats seront autorisés rétroactivement pour les années de cotisation au cours desquelles le preneur de prévoyance remplissait les conditions pour verser des cotisations dans

⁴ [RS 831.40](#)

⁵ [RS 831.461.3](#)

⁶ [19.3702 | Autoriser les rachats dans le pilier 3a | Objet | Le Parlement suisse \(parlament.ch\)](#). Le Conseil national a transmis la motion le 2 juin 2020 par 117 voix contre 70 et 1 abstention, après son adoption par le Conseil des États le 12 septembre 2019 par 20 voix contre 13 et 1 abstention.

le pilier 3a, c'est-à-dire touchait en Suisse un revenu d'une activité lucrative soumis à l'AVS. Le potentiel de rachat sera calculé en fonction de la ou des lacunes de cotisations annuelles à combler. Il sera possible de procéder à un rachat chaque année, mais au plus à hauteur de la « petite » déduction visée à l'art. 7, al. 1, let. a, OPP 3⁷ et pour une période limitée aux dix années de cotisation qui précèdent l'année du rachat.

1.4. La réglementation en bref

La présente modification de l'ordonnance définit les conditions nécessaires pour garantir que les rachats dans le pilier 3a soient, dès le départ, réalisés correctement et ainsi éviter que des rachats se révèlent inadmissibles ultérieurement, un risque notamment accru lorsqu'un preneur de prévoyance possède plusieurs comptes ou polices du pilier 3a. Les clarifications et les vérifications nécessaires à un versement correct incombent en priorité aux parties concernées, à savoir le preneur de prévoyance et son institution de la prévoyance individuelle liée. Le preneur de prévoyance devra formuler une demande préalable de rachat auprès de son institution et fournir certaines indications nécessaires pour déterminer la ou les lacunes de cotisations à combler et pour évaluer l'admissibilité du rachat demandé. Cette demande devra être faite par écrit et signée par son auteur, de préférence au moyen d'un formulaire prévu à cet effet par l'institution ou conforme aux usages de la branche⁸. Avant d'accepter le rachat, l'institution devra vérifier ces indications et demander des informations complémentaires au preneur de prévoyance si elle a des doutes quant à l'admissibilité de sa demande. S'il est procédé au rachat, ces indications seront ajoutées à l'attestation qu'elle délivre au preneur de prévoyance comme justificatif du montant des cotisations donnant droit à une déduction fiscale. Le preneur de prévoyance dispose ainsi des informations nécessaires à l'évaluation de son potentiel de rachat résiduel et à la justification de futures demandes. Il incombe à l'institution de la prévoyance individuelle liée de traiter et conserver ces informations dans ses dossiers et, en cas de transfert du capital de prévoyance, de les transmettre à la nouvelle institution.

2 Commentaire des modifications de l'OPP 3

Art. 7, al. 1

La modification de l'art. 7, al. 1 est d'ordre purement rédactionnel et sans conséquences juridiques matérielles. La disposition en vigueur a été reformulée pour souligner que les salariés et les indépendants peuvent *verser* des cotisations aux formes reconnues de prévoyance. L'ancien texte précisait uniquement que ces cotisations pouvaient être *déduites* du revenu, en matière d'impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes.

Art. 7a (nouveau)

L'art. 7a précise que les versements dans le pilier 3a de cotisations donnant droit à des déductions fiscales pourront à l'avenir également prendre la forme de rachats. Sur le plan systématique, il se rattache à l'art. 7, qui fixe le principe de la déduction des cotisations dans le pilier 3a.

⁷ 7'258 francs en 2025.

⁸ Une transmission par voie électronique ou numérique devra bien sûr être possible, en respectant les exigences formelles.

Al. 1

L'al. 1 définit le rachat comme une cotisation fiscalement déductible versée à une forme reconnue de prévoyance au sens de l'art. 82, al. 1, LPP. Conformément à la formulation de l'art. 7, al. 1, OPP 3, « *les salariés et les indépendants* » sont considérés comme ayant droit au rachat. À cet égard, le rachat est soumis aux mêmes conditions que le versement de cotisations visées à l'art. 7, al. 1 OPP 3 (abrégées dans ce document: cotisations ordinaires): toute personne qui perçoit en Suisse un revenu soumis à l'AVS et qui est donc autorisée à cotiser à la prévoyance individuelle liée au cours de l'année considérée a le droit de procéder à un rachat.

Par définition, un rachat suppose que l'ayant droit dispose d'un certain potentiel de rachat. C'est pourquoi la let. a précise que le droit de procéder à un rachat revient à toute personne qui, au cours des dix années de cotisation précédant l'année du rachat, n'a pas versé l'intégralité des cotisations maximales admises pour elle. Seule la personne qui a le droit de verser des cotisations et qui présente des lacunes de cotisations sur la période considérée peut procéder à un rachat dans sa prévoyance individuelle liée. Les lacunes de cotisations remontant à plus de dix ans ne peuvent plus être comblées au moyen d'un rachat. Le délai de rachat rétroactif se fonde sur les dix années civiles qui précèdent l'année au cours de laquelle le rachat a lieu, indépendamment de l'existence d'un droit de verser des cotisations durant cette période. Autrement dit, les années au cours desquelles le preneur de prévoyance n'avait pas le droit de verser des cotisations dans son pilier 3a sont également déterminantes pour le calcul de ce délai (cf. commentaires du droit transitoire).

La compensation de lacunes de cotisations sous la forme d'un rachat n'est admise que pour les années de cotisation au cours desquelles le preneur de prévoyance remplissait les conditions pour verser des cotisations 3a donnant droit à des déductions fiscales. Cette exigence est expressément inscrite à la let. b. Le preneur de prévoyance devait donc avoir le droit effectif de verser les cotisations ordinaires à concurrence des « *cotisations maximales admises* » au cours de l'année de cotisation qu'il souhaite compenser en procédant au rachat. À l'inverse, s'il ne pouvait pas verser de cotisations ordinaires au cours d'une année donnée parce qu'il ne percevait pas de revenu soumis à l'AVS, il n'existe pas pour cette année de lacune de cotisations qui l'autorise à procéder rétroactivement à un rachat. Pour déterminer si le preneur de prévoyance dispose d'un potentiel de rachat, il faut donc se fonder sur l'année de cotisation considérée.

Comme le précise la phrase introductive de l'al. 1, les cotisations versées à titre d'un rachat *en plus* des cotisations ordinaires sont autorisées. Elles sont donc *cumulatives* et supposent donc que le preneur de prévoyance épuise, au cours de l'année où le rachat a lieu (dite année de rachat), le cadre de cotisation auquel il a droit en vertu de l'art. 7, al. 1. Le rachat a donc un caractère *subsidaire* et cela souligne l'impossibilité de procéder à un rachat en lieu et place des cotisations ordinaires. La let. c le précise expressément. Si ce n'était pas le cas, le délai de dix ans prévu pour les rachats serait vidé de sa substance, car il serait possible de le prolonger simplement en remplaçant les cotisations ordinaires par un rachat et en créant ainsi une nouvelle lacune de cotisations avec un nouveau délai. Cette disposition exclut donc la possibilité de créer une nouvelle lacune de cotisations pour l'année de cotisation au cours de laquelle un rachat est effectué. Il ne peut donc pas y avoir de lacune de cotisation – pas même rétrospectivement – pendant les années de rachat.

Par ailleurs, comme un rachat est possible chaque année, un preneur de prévoyance peut effectuer un rachat lors de n'importe quelle année, pour autant qu'il remplisse les conditions requises au cours de l'année en question, c'est-à-dire qu'il ait le droit de verser des cotisations et qu'il dispose d'un potentiel de rachat au sens de l'art. 7a, al. 1, let. a. Ce principe découle directement du sens et du but de la réglementation, qui limite à dix ans la période de rachat rétrospectif.

Al. 2

L'al. 2 fixe le montant maximal d'un rachat par année de rachat. Afin de plafonner le montant du rachat de manière absolue, il y est défini qu'un versement de rachat ne peut dépasser 8 % du montant-limite supérieur fixé à l'art. 8, al. 1, LPP. Le rachat est donc limité dans tous les cas à la « petite » déduction prévue à l'art. 7, al. 1, let. a, OPP 3 (7'258 francs en 2025). La valeur déterminante est celle en vigueur l'année au cours de laquelle le rachat est effectué. La limitation du rachat annuel au montant de la « petite » déduction s'applique également aux preneurs de prévoyance sans 2^e pilier.

Le versement à hauteur du montant maximal du rachat à concurrence de la « petite » déduction présuppose évidemment que le preneur de prévoyance dispose du potentiel de rachat correspondant. Le rachat ne peut en aucun cas dépasser le potentiel de rachat existant. Ainsi, le potentiel de rachat du preneur de prévoyance correspond à la somme de ses lacunes de cotisations au cours des dix dernières années. Étant donné que les cotisations versées par le preneur de prévoyance et le montant maximal des cotisations admises peuvent varier d'une année de cotisation à l'autre, le calcul du potentiel de rachat doit se fonder sur la lacune de cotisations annuelle correspondante (autrement dit, sur celle d'une année donnée). Cette dernière correspond, à chaque fois, à la différence entre les *cotisations maximales admissibles* pour le preneur de prévoyance concerné pour l'année considérée et les cotisations que ce preneur de prévoyance *a effectivement versées* cette année-là. Le potentiel de rachat résulte ainsi de la somme des lacunes de prévoyance rétroactivement admissibles pour les années concernées. Les lacunes de cotisations annuelles en question ne portent pas intérêt.

Al. 3

La disposition de l'al. 3 prévoit que la lacune de cotisations correspondant à une année de cotisation donnée ne peut être comblée qu'au moyen d'un seul rachat. Il n'est donc pas possible de procéder à plusieurs rachats échelonnés sur plusieurs années pour combler la lacune d'une même année de cotisation. Par exemple, si le preneur de prévoyance souhaite combler la lacune de cotisations de l'année 2025, il ne peut pas le faire en échelonnant ses rachats sur les années 2026, 2027 et 2028. Il doit décider de l'année (il peut s'agir de 2026, de 2027, de 2028 ou aussi plus tard de toute autre année de cotisation dans le délai de dix ans) au cours de laquelle il souhaite combler cette lacune au moyen d'un rachat unique. Cette règle s'applique même si le rachat ne permet pas de combler entièrement la lacune de cotisations de l'année en question. Cette règle vise, d'une part, à lutter contre les optimisations fiscales indésirables en empêchant la « création » de lacunes de cotisations significatives dans le seul but de les combler ensuite par des rachats échelonnés sur plusieurs années de façon à obtenir des gains de progression. Elle sert, d'autre part, à alléger la charge administrative des acteurs de la prévoyance. En effet, la possibilité de combler la lacune de cotisations d'une même année par une succession de petites contributions échelonnées sur plusieurs années entraînerait une charge administrative considérable et disproportionnée au vu des conditions à remplir pour garantir l'admissibilité des rachats. En revanche, la réglementation n'empêche pas de combler plusieurs (petites) lacunes de cotisations annuelles au moyen d'un seul versement de rachat.

Al. 4

Selon cette disposition, un preneur de prévoyance ne peut procéder à un rachat dans la prévoyance individuelle liée que tant qu'il n'a pas perçu de prestation de vieillesse en vertu de l'art. 3, al. 1, OPP 3. Dès qu'il perçoit une telle prestation, ce qui n'est autorisé qu'à partir de l'âge de 60 ans, il perd le droit d'effectuer des rachats dans le pilier 3a. En effet, quiconque fait valoir son droit à percevoir une prestation de vieillesse de manière anticipée en vertu de l'art. 3, al. 1, OPP 3 – ce qui procure des avantages fiscaux en cas de perception échelonnée – ne doit pas pouvoir continuer à constituer sa prévoyance individuelle liée en effectuant des rachats qui lui permettent de réduire ses impôts. Lorsqu'il perçoit pour la première fois une prestation de vieillesse de la prévoyance individuelle liée, le preneur de prévoyance renonce donc à effectuer des rachats dans le pilier 3a par la suite. Par exemple, une personne qui ferme l'un de ses quatre comptes 3a à l'âge de 62 ans pour percevoir une partie de sa prestation de vieillesse du pilier 3a ne peut plus procéder à un rachat dans sa prévoyance individuelle liée à partir de cette date, même pas dans un de ses comptes restants. Elle ne doit pas avoir la possibilité d'utiliser le montant qu'elle a pu retirer de sa prévoyance en août, par exemple, en raison de son âge en effectuant en novembre ou l'année de cotisation suivante un rachat lui permettant de réduire ses impôts. Le droit de rachat s'éteint également si une police d'assurance du pilier 3a arrive à échéance avant l'âge ordinaire de la retraite (ce qui n'est autorisé qu'après l'âge de 60 ans et équivaut à un versement anticipé de la prestation de vieillesse visé à l'art. 3, al. 1).

Al. 5

L'al. 5 prévoit, sous la forme d'une norme de renvoi, que les règles de l'art. 7, al. 2 et 3, OPP 3 s'appliquent aussi aux cotisations fiscalement déductibles versées sous la forme de rachats. Cela signifie notamment que les cotisations versées dans le pilier 3a sont admises sous la forme de rachats jusqu'à cinq ans au plus à compter de l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS, pour autant que le preneur de prévoyance poursuive une activité lucrative, dispose de la ou des lacunes de cotisations requises pour un rachat et n'ait pas encore commencé à percevoir de prestations de vieillesse du pilier 3a.

Art. 7b (nouveau)

Cet article vise à ce que les rachats soient réalisés correctement dès le moment du versement, afin d'éviter, dans la mesure du possible, des procédures complexes d'annulation⁹. Ainsi, toute personne souhaitant procéder à un rachat doit en faire préalablement la demande à son institution et, à cet effet, lui fournir certaines informations. Dans sa demande, le preneur de prévoyance doit également confirmer qu'il remplit les conditions requises pour pouvoir procéder au rachat. C'est sur la base de ces informations et de ces confirmations que l'institution doit juger de l'admissibilité du rachat demandé.

Al. 1

Le preneur de prévoyance doit adresser sa demande de rachat par écrit à son institution de la prévoyance individuelle liée. Sa demande signée doit contenir les indications requises. Cela correspond à la pratique courante en matière de rachat dans le 2^e pilier, selon laquelle les institutions de prévoyance sont tenues d'exiger une déclaration écrite de l'assuré et de recueillir certaines informations pour calculer le rachat¹⁰. Les institutions ont un intérêt à mettre à la disposition de leurs clients un formulaire de demande leur permettant de recueillir de manière standardisée les informations nécessaires à un rachat.

⁹ Pour les conséquences de versements inadmissibles, voir la circulaire n° 18 de l'AFC, ch. 9. Ces règles s'appliquent également aux rachats inadmissibles. Le preneur de prévoyance qui effectue un rachat non admis ou dépassant la limite autorisée sur la base d'informations erronées ou incomplètes s'expose en outre à un rappel d'impôt et à une procédure fiscale pénale.

¹⁰ Comme dans le 2^e pilier, il sera possible de soumettre une demande par voie numérique ou électronique, par exemple en apposant une signature électronique reconnue.

Les informations requises pour la demande de rachat sont les suivantes : la personne qui souhaite procéder au rachat doit indiquer à son institution le montant du rachat envisagé (let. a). Elle doit lui communiquer pour quelle(s) année(s) de cotisation elle entend combler les lacunes au moyen de ce rachat et pour quel montant (let. b). Par exemple, le preneur de prévoyance peut demander à son institution de procéder à un rachat de 5500 francs pour combler une lacune de cotisations de 3000 francs de l'année précédente et une lacune de 2500 francs de l'année antérieure. Il doit également communiquer à son institution s'il a déjà versé des cotisations ordinaires à la prévoyance individuelle liée au cours de ces deux années (pour lesquelles il existe des lacunes de cotisations) et, si oui, de quel montant (voir let. c).

Al. 2

Le preneur de prévoyance doit confirmer par écrit dans sa demande avoir versé le montant maximal des cotisations ordinaires pour l'année de cotisation en cours (let. a). Cela garantit le caractère subsidiaire du rachat visé à l'art. 7a, al. 1, let. c. Les rachats ne sont admis que s'ils sont versés « *en plus des cotisations visées à l'art. 7, al. 1* ». Le preneur de prévoyance doit en outre confirmer qu'il a réalisé un revenu soumis à l'AVS au cours de chacune des années pour lesquelles il souhaite combler une lacune de cotisations, sinon il ne peut y avoir de lacune de cotisations pour l'année concernée (let. b, voir art. 7a, al. 1, let. b). De plus, il doit confirmer n'avoir effectué aucun rachat, au cours des années précédentes, pour la ou les lacunes de cotisations annuelles qu'il souhaite combler au moyen du rachat (let. c, voir art. 7a, al. 3). Enfin, s'il a atteint l'âge de 60 ans, il doit confirmer n'avoir pas encore perçu de prestation de vieillesse au sens de l'art. 3, al. 1, OPP 3 (let. d). Cela est nécessaire pour garantir la restriction de rachat visée à l'art. 7a, al. 4.

Al. 3

Selon cette disposition, il incombe aux institutions de la prévoyance individuelle liée de vérifier les demandes de rachat et d'évaluer leur admissibilité sur la base des informations requises de leurs clients. Si les conditions d'un rachat auxquelles la demande doit satisfaire sont remplies, l'institution autorise le rachat. Sinon, elle le refuse ou, s'il y a lieu, elle n'accepte le versement que pour le montant conforme aux conditions de rachat. Cela vaut en particulier si la demande est incomplète, c'est-à-dire si l'institution ne dispose pas de toutes les informations ou confirmations nécessaires pour évaluer l'admissibilité d'un rachat. L'institution de la prévoyance individuelle liée n'est toutefois pas toujours en mesure de vérifier de manière définitive l'exactitude des informations fournies par le preneur de prévoyance. Elle n'a en particulier pas la possibilité de déterminer si, et dans quelle mesure, il a versé des cotisations ou effectué des rachats auprès d'autres institutions de la prévoyance individuelle liée. Il incombe aux autorités fiscales cantonales de vérifier la légitimité de la déduction fiscale des rachats effectués, ce qui n'ira pas sans entraîner un surcroît de travail administratif pour ces autorités.

Art. 8, al. 2 (nouveau)

L'obligation de délivrer une attestation concernant les cotisations versées prévue à l'art. 8, al. 1, OPP 3 couvre également les rachats dans le pilier 3a et ne requiert pas d'adaptation.

Le nouvel al. 2 complète toutefois la disposition de l'al. 1 : dans le cas d'un rachat, l'attestation doit contenir en outre les indications sur lesquelles celui-ci est fondé et qui ont été communiquées dans la demande, conformément au nouvel art. 7b, al. 1, let. a à c. L'institution doit donc également y indiquer le montant et la date du rachat, en précisant quelles cotisations ont déjà été versées pour les années concernées et, en tant que conditions de son admissibilité, quelle(s) lacune(s) de cotisations de quelle(s) année(s) de cotisation ce rachat vient combler. Cette disposition vise à assurer la transparence et la traçabilité des rachats donnant droit à des avantages fiscaux dans le pilier 3a. L'attestation finalement délivrée au preneur de prévoyance contiendra donc, d'une part, les informations dont celui-ci a besoin pour prendre des décisions de rachat ou prouver que les conditions de rachat requises sont remplies.

D'autre part, elle permettra aux autorités fiscales cantonales de vérifier, sur la base de son contenu, la déductibilité du rachat demandé. En comparant les données du preneur de prévoyance avec celles des périodes fiscales précédentes, les autorités fiscales cantonales peuvent notamment vérifier si le preneur de prévoyance avait le droit de verser les cotisations ordinaires durant l'année de cotisation pour laquelle un rachat est demandé et si la lacune de cotisations invoquée a été calculée correctement. Au vu du complément apporté à l'al. 2, l'attestation visée à l'art. 8 OPP 3 constitue une source d'information précieuse et exhaustive, utile à la perception de l'impôt. Les autorités fiscales cantonales doivent continuer de vérifier, sur la base des dispositions légales, si les cotisations versées dans le pilier 3a et faisant l'objet de l'attestation peuvent effectivement être déduites sur le plan fiscal, ce qui – en dépit de l'attestation établie – entraînera une surcharge administrative et compliquera beaucoup la vérification devant être réalisée dans certaines circonstances (par ex., en cas de changement de canton).

2a. Section 2 : Conservation des documents et transmission de données sur la prévoyance

Les nouvelles dispositions des art. 8a et 8b nécessitent l'ajout d'une nouvelle section. Les deux nouvelles dispositions sont ainsi regroupées dans une section à part intitulée « Conservation des documents et transmission de données sur la prévoyance » et désignée en conformité avec leur contenu réglementaire.

Art. 8a (nouveau)

Cet article consacre expressément l'obligation pour les institutions de la prévoyance individuelle liée de tenir des dossiers et de conserver des données.

Al. 1

Les institutions de la prévoyance individuelle liée sont tenues de conserver dans leurs dossiers les données et informations pertinentes dont elles ont besoin pour calculer les cotisations et les prestations. Comme la plupart d'entre elles le font déjà, la disposition ne fait que conférer une dimension normative à la pratique administrative existante.

Dans la perspective de la possibilité de rachat, la disposition énumère, à titre d'exemples, certaines informations dont la conservation est indispensable pour déterminer et vérifier ultérieurement l'admissibilité des rachats. Comme il ressort des let. a et b, l'institution de la prévoyance individuelle liée doit consigner systématiquement dans ses dossiers le montant et la date des cotisations annuelles ordinaires et des rachats ultérieurs. Tant les cotisations ordinaires que les rachats doivent être clairement identifiables, chacun individuellement, en tant que tels, par exemple pour pouvoir vérifier le respect des limites de cotisation ou déterminer chaque lacune de cotisations annuelle. En plus du montant du rachat, l'institution doit indiquer dans ses dossiers quelle(s) lacune(s) de cotisation de quelle(s) année(s) sont comblées par le rachat en question. C'est la seule façon de pouvoir exclure un rachat visant à combler des lacunes de cotisations déjà couvertes (voir le commentaire de l'art. 7a, al. 3). Un rachat est également exclu lorsque le preneur de prévoyance a déjà perçu une prestation de vieillesse en vertu de l'art. 3, al. 1. Dans ce cas, l'institution doit consigner ce fait dans ses dossiers, ce qui, pour la prévoyance liée auprès d'une fondation bancaire, entraîne la résiliation du rapport de prévoyance et donc la clôture du compte correspondant (let. c, voir le commentaire de l'al. 2 ci-dessous concernant l'obligation de conservation).

Al. 2

Les institutions de la prévoyance individuelle liée sont tenues de conserver les documents relatifs au rapport de prévoyance et les informations, justificatifs et autres données pertinentes pour la prévoyance qu'ils contiennent pendant une durée de dix ans à compter de la fin du rapport de prévoyance. Cela permet de garantir, en cas de besoin, l'accès aux documents relatifs à un rapport de prévoyance pendant cette période, même après la fin de ce rapport.

Art. 8b (nouveau)

Selon l'art. 3a, al. 1, let. b, il est possible de transférer le capital de prévoyance de la prévoyance individuelle liée dans une autre forme reconnue de prévoyance. Cela entraîne à chaque fois la résiliation du rapport de prévoyance correspondant. L'art. 8b garantit qu'aucune information nécessaire à l'évaluation de demandes de rachat ultérieures ne soit perdue à cette occasion. Lors d'un transfert de capital, l'institution transférante doit donc communiquer les informations pertinentes à la nouvelle institution. Ainsi, la nouvelle institution doit être informée, d'une part, des cotisations ordinaires que le preneur de prévoyance a versées à l'institution transférante au cours des dix dernières années avant de changer d'institution durant l'année de cotisation en cours (cf. let. a). Cette information continuera d'être indispensable pour déterminer d'éventuelles lacunes de cotisations annuelles. D'autre part, la nouvelle institution doit aussi être informée de tout rachat effectué par le preneur de prévoyance au cours des dix dernières années. À cette fin, l'institution transférante doit lui préciser quelles années (à savoir, quelles lacunes de cotisations annuelles) ont été comblées par chacun des rachats indiqués (voir let. b). La nouvelle institution est tenue de traiter les informations qui lui sont communiquées conformément aux exigences formulées à l'art. 8a, al. 1, let. a et b.

Disposition transitoire de la modification du (...)

Al. 1

L'al. 1 de la disposition transitoire prévoit que seules les lacunes de cotisations apparues après l'entrée en vigueur de la modification de l'ordonnance donnent droit à un rachat. Il n'est donc pas possible de combler les lacunes de cotisations antérieures à l'entrée en vigueur de la mesure concernant les rachats. Par exemple, si la modification de l'ordonnance entre en vigueur au début de l'année 2025, une lacune de cotisations donnant droit à un rachat ne peut apparaître pour la première fois que cette année-là. Cela signifie qu'un rachat au sens de l'art. 7a, al. 1, sera admis pour la première fois au cours de l'année de cotisation 2026. Par exemple, une personne assurée qui a cotisé pour la dernière fois en 2020 dans le pilier 3a peut combler pour la première fois en 2026 la lacune de cotisations de l'année 2025. En revanche, elle ne pourra pas combler les arriérés de cotisations plus anciens, datant des années 2021-2024.

3 Conséquences financières et effets sur l'état du personnel

Selon les estimations de l'Administration fédérale des contributions, la diminution annuelle des recettes de l'impôt fédéral direct se situe grosso modo entre 100 et 150 millions de francs (chiffres issus de la Statistique fiscale fédérale 2019, extrapolée sur l'année 2023). Les cantons en supportent 21,2% en raison de leur part à l'impôt fédéral direct et la Confédération 78,8%. Sur cette base, on peut estimer que la diminution des recettes de l'impôt sur le revenu des cantons et des communes se situe entre 200 et 450 millions de francs par an. Les conséquences financières apparaissent dès la 2^e année après l'entrée en vigueur et se développent ensuite sur 10 ans. Les estimations présentées reflètent les effets à partir de la 11^e année après l'entrée en vigueur.

Outre la diminution des recettes fiscales due à l'économie d'impôt sur le revenu réalisé par le rachat du pilier 3a, il y a d'autres conséquences financières non quantifiables. Ainsi, il y a une diminution supplémentaire des recettes, car les revenus de la fortune tels que les intérêts et les dividendes ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu dans le pilier 3a au niveau fédéral et cantonal. En outre, il faut s'attendre à une diminution supplémentaire des recettes pour les cantons, car la fortune du pilier 3a est exonérée des impôts cantonaux sur la fortune. Par contre, le retrait de la fortune du pilier 3a est imposable. Bien qu'un taux nettement réduit soit appliqué, il faut s'attendre à des recettes supplémentaires pour cette imposition de la prestation en capital.

Citation, référence	Source, origine, hypothèses	Dernière mise à jour	Remarques
Page précédente : estimation grossière de la diminution des recettes annuelles pour l'impôt fédéral direct: 100 à 150 millions de francs.	Il s'agit là d'une estimation de l'AFC fondée sur une micro-simulation. Celle-ci s'appuie sur les 11 dernières années de la Statistique fiscale fédérale (2009-2019). Les chiffres se réfèrent à l'année 2023, ils croissent parallèlement à l'augmentation du produit de l'impôt fédéral direct. La fourchette estimative de 100 à 150 millions de francs résulte de plusieurs hypothèses concernant la part du déficit de cotisations existant que les ayants droit au rachat combleraient chaque année (rachat proportionnel).	2023	La fourchette estimée est entachée d'incertitudes. Elle se fonde sur l'hypothèse que le comportement en matière de rachats du sous-groupe analysé ne se distingue pas forcément de celui du reste des contribuables pour les cotisations ordinaires. Il n'est pas exclu que la limitation aux personnes domiciliées dans le même canton durant les 11 années analysées entraîne une distorsion.
Page précédente : sur cette base, on peut grossièrement estimer que la diminution des recettes de l'impôt sur le revenu des cantons et des communes devrait atteindre entre 200 et 450 millions de francs par an.	L'estimation grossière de la diminution des recettes des impôts sur le revenu des cantons et des communes est effectuée en multipliant la diminution estimée des recettes de l'impôt fédéral direct par un facteur de 2 à 3.	2023	

Le projet n'a pas d'effets sur les charges du personnel de la Confédération. Pour les autorités fiscales cantonales, la nouvelle mesure sur les rachats entraînera un surcroît de travail administratif lors des contrôles fiscaux qui pourrait se traduire dans certains cas par des coûts supplémentaires en termes de personnel.

Voir aussi les questions et réponses sur la page internet suivante de l'OFAS :

[Rachats dans le pilier 3a](#)

Lien internet pour Curia Vista :

[19.3702 | Autoriser les rachats dans le pilier 3a | Objet | Le Parlement suisse](#)

1146 Les prestations des fonds patronaux de bienfaisance sont élargies

Les fonds patronaux de bienfaisance accordent des prestations aux personnes dans une situation de détresse afin d'atténuer les conséquences économiques de la vieillesse, du décès et de l'invalidité. L'Assemblée fédérale a adopté le 14 juin 2024 une modification du Code civil : à l'avenir, il sera aussi possible d'accorder le versement de prestations aux situations de maladie, d'accident et de chômage qui ne sont pas liées à un cas de détresse économique. Lors de sa séance du 20 novembre 2024, le Conseil fédéral a fixé la date d'entrée en vigueur de cette modification au 1^{er} janvier 2025.

La modification du Code civil met en œuvre l'initiative parlementaire 19.456 «Les prestations versées à des fins de prévention sont une tâche importante des fondations patronales de bienfaisance». Elle complète, par un nouveau chiffre 4, l'art. 89a, al. 8, du Code civil suisse (CC). A l'avenir, les fonds patronaux de prévoyance à prestations discrétionnaires pourront verser des prestations indépendamment d'une situation de détresse. Ces prestations peuvent servir à prévenir les risques financiers de la maladie, des accidents, de l'invalidité et du chômage non couvertes par les assurances sociales. Ces fondations pourront également verser des prestations pour de nouvelles situations : dans le cadre de mesures de formation et de formation continue, de conciliation de la vie familiale et professionnelle, de promotion et de prévention de la santé pour leurs assurés et leurs proches. Par ailleurs, ces fondations pourront contribuer au financement d'autres institutions de prévoyance en faveur du personnel.

Le Conseil fédéral reconnaît l'importance du rôle social que jouent les fonds patronaux de bienfaisance. Une entrée en vigueur rapide permet ainsi de clarifier la situation juridique de ces fonds de bienfaisance et constitue également un signe d'encouragement du Conseil fédéral pour le maintien de ces fondations à caractère social par les entreprises. Cette modification du Code civil entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Communiqué de presse du 20 novembre 2024 :

[Le Conseil fédéral introduit la possibilité d'effectuer des rachats dans le pilier 3a](#)

Liens :

[Avis du Conseil fédéral sur le rapport de la CSSS-N relatif à l'initiative parlementaire «Les prestations versées à des fins de prévention sont une tâche importante des fondations patronales de bienfaisance».](#)

[Rapport du 31 août 2023 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national concernant l'initiative parlementaire 19.456 «Les prestations versées à des fins de prévention sont une tâche importante des fondations patron».](#)

[Code civil suisse, prestations des fondations patronales de bienfaisance \(FF 2024 1450\)](#)

[Initiative parlementaire 19.456 : «Les prestations versées à des fins de prévention sont une tâche importante des fondations patronales de bienfaisance»](#)

1147 Projet « eStatus » : numérisation de l'inscription en tant qu'indépendant auprès des caisses de compensation AVS

(Auteure: Marian Nedi, juriste Secteur cotisations, OFAS)

Dans son rapport du 27 octobre 2021 « Numérisation – Examen d'une flexibilisation dans le droit des assurances sociales (Flexi-Test) », le Conseil fédéral a identifié un certain potentiel d'amélioration en ce qui concerne la détermination du statut de salarié ou d'indépendant, estimant que cette procédure devrait être plus rapide et plus prévisible.

Le projet « eStatus » a pu mettre en œuvre ce mandat grâce à deux mesures. D'une part, l'équipe de projet (avec des représentants de l'OFAS, des caisses de compensation et d'eAVS/AI) a mis sur pied un site internet explicatif qui doit permettre aux utilisateurs de comprendre les critères à remplir pour être considéré comme indépendant et ainsi d'améliorer la qualité des demandes. D'autre part, un formulaire d'inscription en ligne centralisé a été créé pour les assurés, ce qui permet d'accélérer, de simplifier et d'uniformiser la procédure d'inscription en tant qu'indépendant auprès des caisses de compensation AVS.

L'inscription en ligne auprès des caisses de compensation facilitera également les demandes de versement en espèces de la prestation de libre passage, puisque les caisses de compensation seront désormais en mesure de prendre leur décision sur le statut plus rapidement. Quant aux institutions de prévoyance, elles pourront informer les personnes qui déposent une demande de la possibilité de s'inscrire en ligne.

Le site internet et le formulaire d'inscription ont été mis en service le 11 novembre 2024.

Liens vers le formulaire :

Français www.ahv-iv.ch/p/318.146.f
Allemand www.ahv-iv.ch/p/318.146.d
Italien www.ahv-iv.ch/p/318.146.i
Anglais www.ahv-iv.ch/p/318.146.e

Liens vers le site internet :

Français independant-suisse.ch
Allemand selbststaendig-erwerbend.ch
Italien indipendente.ch
Anglais self-employed.ch

Jurisprudence

1148 Responsabilité et tâches des experts en prévoyance professionnelle

(Référence aux arrêts du TF du 18 juin 2024¹¹, [9C 496/2022](#), [9C 503/2022](#), [9C 504/2022](#), [9C 505/2022](#); arrêts en français)

Si l'expert en matière de prévoyance professionnelle doit avoir une vision globale et tenir compte des actifs pour évaluer la capacité de l'institution de prévoyance à couvrir, au cours des prochaines années, ses engagements avec la fortune disponible, il n'est toutefois pas responsable des actifs ni du placement de la fortune. Les tâches de l'expert en matière de prévoyance professionnelle ne sauraient donc être étendues de manière générale à la vérification de l'existence de postes d'actifs isolés au bilan, sauf si le poste d'actifs en cause constitue un élément spécifique destiné à apporter une garantie supplémentaire à la couverture des engagements de prévoyance figurant au passif du bilan.

(Art. 52 et art. 52e LPP)

La question juridique qui se pose est l'étendue de la responsabilité des experts en matière de prévoyance professionnelle (ci-après : expert) en regard de leurs tâches. Dans le cas présent, les membres du conseil de fondation d'un fonds de prévoyance ont souhaité modifier la stratégie de placement de la Fondation en investissant dans un mandat discrétionnaire, ce que l'expert leur a déconseillé. L'organe suprême n'a pas suivi ces recommandations et a signé le mandat. Suite à un découvert conséquent, lié à la perte de valeur de ces placements, le Fonds de prévoyance a été mis en liquidation.

Le TF rappelle que selon l'art. 52, al. 1, LPP les personnes chargées d'administrer ou de gérer l'institution de prévoyance et les experts répondent du dommage qu'ils lui causent intentionnellement ou par négligence. Pour répondre du dommage, il faut toutefois que l'obligation de réaliser une tâche incombe à la personne recherchée.

Le TF relève que l'expert avait déconseillé aux anciens membres du conseil de fondation de conclure un mandat de gestion discrétionnaire et attiré leur attention sur la nécessité de surveiller les éventuels placements à venir. Toutefois, selon le TF, il ne lui incombait pas de suivre la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de placement décidée par le conseil de fondation, ni de contrôler l'administration des actifs de l'institution de prévoyance. Ainsi, il ne devait pas vérifier l'existence effective et la valeur des actifs de l'institution de prévoyance.

Le TF conclut que la gestion de la fortune de l'institution de prévoyance est une tâche inaliénable et intransmissible de l'organe suprême (art. 51a, al. 2 et 71, al. 1, LPP et art. 49a OPP 2) et ne fait pas partie des tâches de l'expert (art. 52e LPP et ancien art. 53 LPP). Dès lors, il conclut que la responsabilité de l'expert n'est pas engagée dans le préjudice subi par la Fondation.

¹¹ Seule la question juridique concernant la responsabilité de l'expert est résumée. Les autres questions juridiques sont claires.

1149 Restitution d'une rente pour enfant d'invalidité indûment perçue

(Référence à un arrêt du Tribunal fédéral du 16 juillet 2024, [9C 487/2023](#), arrêt en allemand)

L'obligation de restituer une rente pour enfant d'invalidité du 2^e pilier incombe en principe à l'assuré, pour autant que les dispositions réglementaires ne prévoient pas de droit au versement à un tiers.

(Art. 25, al. 1, et 35a LPP)

Dans le cas présent, il s'agit notamment de déterminer si l'assuré (le père de l'enfant) est tenu de restituer la rente pour enfant d'invalidité que son institution de prévoyance professionnelle a versée directement à la mère de l'enfant. La question s'est posée après qu'il a été établi que l'assuré a perçu indûment une rente d'invalidité du 2^e pilier (rente de base), rente qu'il est tenu de restituer.

Tout d'abord, le Tribunal fédéral constate que le droit à une rente d'enfant d'invalidité du 2^e pilier appartient en principe à la personne assurée. D'après les dispositions légales, il n'existe aucun droit au versement à un tiers d'une rente pour enfant en cas d'invalidité. De même, dans le cas présent, les dispositions réglementaires ne prévoient aucun droit au versement de la rente à un tiers. C'est pourquoi, la mère de l'enfant n'a pas de relation au sens du droit de la prévoyance professionnelle avec l'institution de prévoyance qui a le droit de demander la restitution, comme mentionné à l'art. 35a LPP. De ce fait, la mère de l'enfant doit être considérée comme un tiers qui n'a fait que recevoir la prestation pour le compte du père de l'enfant.

Le Tribunal fédéral en conclut que c'est uniquement au père de l'enfant, en tant qu'assuré et ayant droit à la rente pour enfant, qu'incombe l'obligation de restituer la rente versée à la mère.

Annexes

- **Nouvelle tablelle valable à partir du 1.1.2025 pour le calcul du montant maximal du 3e pilier a (selon les art. 60a al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance**
- **Chiffres repères 2025 dans la prévoyance professionnelle**
- **Chiffres repères 1985-2025 dans la prévoyance professionnelle**
- **Tableaux 2025 de l'avoir de vieillesse LPP**
- **Taux d'adaptation des rentes de risque de la PP obligatoire, en %**



Table pour le calcul du montant maximal du 3e pilier a (selon les art. 60a, al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance (le processus débute le 1er janvier de l'année des 25 ans)

Année de naissance	Processus débutant le 1er janvier...	Etat le 31 déc. 2018	Etat le 31 déc. 2019	Etat le 31 déc. 2020	Etat le 31 déc. 2021	Etat le 31 déc. 2022	Etat le 31 déc. 2023	Etat le 31 déc. 2024	Etat le 31 déc. 2025
1962 et avant	1987	271'199	280'737	290'370	300'157	310'042	320'198	331'257	342'655
1963	1988	260'999	270'435	279'966	289'648	299'428	309'478	320'403	331'665
1964	1989	250'783	260'117	269'544	279'122	288'797	298'741	309'531	320'658
1965	1990	240'959	250'195	259'523	269'001	278'575	288'416	299'078	310'074
1966	1991	230'884	240'019	249'245	258'621	268'090	277'827	288'356	299'218
1967	1992	221'196	230'234	239'363	248'639	258'009	267'645	278'047	288'780
1968	1993	210'717	219'650	228'672	237'842	247'104	256'631	266'895	277'489
1969	1994	200'193	209'021	217'937	227'000	236'153	245'571	255'696	266'150
1970	1995	190'074	198'801	207'615	216'574	225'623	234'935	244'928	255'247
1971	1996	180'034	188'660	197'373	206'230	215'175	224'383	234'244	244'429
1972	1997	170'379	178'909	187'524	196'283	205'129	214'236	223'970	234'027
1973	1998	160'857	169'292	177'810	186'472	195'220	204'228	213'837	223'767
1974	1999	151'701	160'044	168'470	177'038	185'692	194'605	204'093	213'902
1975	2000	142'808	151'062	159'399	167'876	176'438	185'258	194'630	204'320
1976	2001	134'257	142'425	150'676	159'066	167'539	176'271	185'530	195'107
1977	2002	125'830	133'915	142'080	150'384	158'771	167'414	176'563	186'028
1978	2003	117'728	125'731	133'814	142'036	150'339	158'899	167'941	177'298
1979	2004	109'690	117'613	125'615	133'754	141'975	150'451	159'387	168'637
1980	2005	101'829	109'673	117'596	125'655	133'795	142'189	151'022	160'167
1981	2006	94'014	101'780	109'624	117'604	125'663	133'975	142'706	151'748
1982	2007	86'390	94'080	101'847	109'749	117'729	125'963	134'593	143'533
1983	2008	78'745	86'358	94'048	101'871	109'773	117'927	126'457	135'295
1984	2009	71'303	78'843	86'457	94'205	102'030	110'106	118'539	127'278
1985	2010	63'778	71'242	78'780	86'451	94'199	102'197	110'530	119'169
1986	2011	56'400	63'790	71'254	78'850	86'521	94'442	102'679	111'220
1987	2012	49'039	56'355	63'745	71'265	78'861	86'706	94'846	103'289
1988	2013	41'786	49'030	56'347	63'793	71'314	79'083	87'128	95'475
1989	2014	34'580	41'752	48'996	56'369	63'816	71'510	79'460	87'710
1990	2015	27'498	34'599	41'771	49'072	56'446	64'066	71'923	80'080
1991	2016	20'508	27'539	34'640	41'870	49'172	56'719	64'484	72'548
1992	2017	13'604	20'566	27'597	34'757	41'987	49'463	57'137	65'109
1993	2018	6'768	13'662	20'624	27'714	34'874	42'279	49'863	57'744
1994	2019		6'826	13'720	20'741	27'831	35'166	42'661	50'452
1995	2020			6'826	13'777	20'798	28'062	35'469	43'170
1996	2021				6'883	13'835	21'030	28'348	35'960
1997	2022					6'883	14'008	21'239	28'762
1998	2023						7'056	14'200	21'635
1999	2024							7'056	14'402
2000	2025								7'258

Pour un état autre que le 31 décembre, procéder par interpolation linéaire des valeurs au 31 décembre les plus proches.

Paramètres de calcul

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Bonification	6'768	6'826	6'826	6'883	6'883	7'056	7'056	7'258
Taux d'intérêt	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.25%	1.25%



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

MARIE-CLAUDE SOMMER, Secteur Mathématiques

Age de référence LPP :	2024		2025	
	65 (hommes, nés en 1959)	64 (femmes, nées en 1960)	65 (hommes, nés en 1960)	64 et 3 mois (femmes, nées en 1961)
1. Rente de vieillesse annuelle de l'AVS				
minimale	14'700		15'120	
maximale	29'400		30'240	
2. Salaire annuel des actifs (données historiques)				
Seuil d'entrée (salaire annuel minimal)	22'050		22'680	
Déduction de coordination	25'725		26'460	
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	88'200		90'720	
Salaire coordonné minimal	3'675		3'780	
Salaire coordonné maximal	62'475		64'260	
Salaire maximal assurable dans la prévoyance professionnelle	882'000		907'200	
3. Avoir de vieillesse LPP (AV)				
Taux d'intérêt minimal LPP (données historiques)	1,25%		1,25%	
AV min. à l'âge de référence LPP	22'286	22'965	22'735	22'777
en % du salaire coordonné	606.4%	624.9%	601.5%	602.6%
AV max. à l'âge de référence LPP	369'621	380'363	377'526	377'851
en % du salaire coordonné	591.6%	608.8%	587.5%	588.0%
4. Rentes annuelles de vieillesse LPP et expectatives de survivants du rentier resp. de la rentière				
Taux de conversion de la rente à l'âge de référence LPP	6,8%		6,8%	
Rente min. à l'âge de référence LPP	1'515	1'562	1'546	1'549
en % du salaire coordonné	41.2%	42.5%	40.9%	41.0%
Rente min. expectative de veuve, de veuf	909	937	928	929
Rente min. expectative d'orphelin	303	312	309	310
Rente max. à l'âge de référence LPP	25'134	25'865	25'672	25'694
en % du salaire coordonné	40.2%	41.4%	40.0%	40.0%
Rente max. expectative de veuve, de veuf	15'080	15'519	15'403	15'416
Rente max. expectative d'orphelin	5'027	5'173	5'134	5'139
5. Versement en espèces des prestations				
Montant-limite de l'avoir de vieillesse pour le versement en espèces	21'600		22'200	
6. Adaptation au renchérissement des rentes de risque LPP avant l'âge de référence (taux historiques)				
pour la première fois après une durée de 3 ans	6,0%		5,8%	
après une durée supplémentaire de 2 ans			2,5%	
après une durée supplémentaire de 1 an			0,8%	
7. Cotisations au Fonds de garantie LPP				
au titre de subsides pour structure d'âge défavorable	0,130%		0,130%	
au titre de prestations pour insolvabilité et d'autres prestations	0,002%		0,002%	
Limite du salaire maximale pour la garantie des prestations	132'300		136'080	
8. Prévoyance professionnelle obligatoire des personnes au chômage				
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	84,70		87,10	
Déduction de coordination journalière	98,80		101,60	
Salaire journalier maximal	338,70		348,40	
Salaire journalier coordonné minimal	14,10		14,50	
Salaire journalier coordonné maximal	239,90		246,75	
9. Montants-limites non imposables du pilier 3a des actifs				
Montant-limite supérieur du pilier 3a, si affiliation au 2e pilier	7'056		7'258	
Montant-limite supérieur du pilier 3a, sans affiliation au 2e pilier	35'280		36'288	

Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Les données annuelles dès 1985 sont disponibles sur le site internet de l'OFAS:

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/bv/grundlagen-und-gesetze/grundlagen.html>

Breve explication des chiffres repères :	art.
1. La rente AVS minimale correspond à la moitié de la rente AVS maximale.	34 LAVS 34 al. 3 LAVS
2. Les salariés auxquels un même employeur verse un salaire annuel supérieur au salaire minimal annuel sont soumis à l'assurance obligatoire pour les risques de décès et d'invalidité dès le 1 ^{er} janvier qui suit leur 17 ^{ème} anniversaire et pour la vieillesse dès le 1 ^{er} janvier qui suit leur 24 ^{ème} anniversaire. Dès le 1.1.2005, le seuil d'entrée correspond aux ¾ de la rente AVS maximale, la déduction de coordination aux 7/8, le salaire coordonné minimal au 1/8 et le salaire coordonné maximal aux 17/8 de la rente AVS maximale. Le salaire assurable dans la prévoyance professionnelle est limité au décuple du salaire maximal assuré dans la prévoyance professionnelle obligatoire.	2 LPP 7 al. 1 et 2 LPP 8 al. 1 LPP 8 al. 2 LPP 46 LPP 79c LPP
3. L'avoir de vieillesse comprend les bonifications de vieillesse accumulées durant la période d'affiliation à la caisse de pension et celui versé par les institutions précédentes, avec les intérêts (taux d'intérêt minimal). Ici les valeurs sont les plus élevées de l'année en cours car calculées le 31 décembre de chaque année. La réforme AVS 21 entrée en vigueur le 1.1.2024 relève l'âge de référence des femmes de 3 mois par année dès 2025 (génération 1961) jusqu'à atteindre l'âge de référence de 65 ans (génération 1964). Cette réglementation est reprise dans la LPP. Ainsi, les femmes de la génération 1961 ayant leur anniversaire au mois d'octobre à décembre atteindront l'âge de référence en 2026. Pour ces femmes, les bonifications de vieillesse 2026 ne sont pas incluses dans les valeurs de l'avoir de vieillesse au 31.12.2025.	15 LPP 16 LPP 12 OPP2 13 al. 1 LPP 62a OPP2
4. La rente de vieillesse est calculée en pour-cent de l'avoir de vieillesse (taux de conversion) que l'assuré a acquis à l'âge de référence. Rente de vieillesse LPP minimale resp. maximale : droit aux prestations qu'a une personne assurée sans interruption depuis 1985, pour un salaire coordonné toujours minimal resp. toujours maximal. La rente de veuve resp. de veuf s'élève à 60% et la rente d'enfant à 20% de la rente de vieillesse. Les prestations risque sont calculées sur la base de l'avoir de vieillesse acquis et projeté jusqu'à l'âge de référence. Pour les femmes nées en 1961, voir la remarque au point 3.	14 LPP 62c OPP2 et dispo. transitoires let. a 18, 19, 21, 22 LPP 18, 20, 21, 22 LPP
5. A la place d'une rente, l'institution de prévoyance peut verser une prestation en capital lorsque la rente de vieillesse ou d'invalidité est inférieure à 10 % de la rente de vieillesse minimale de l'AVS resp. inférieure à 6 % pour la rente de veuve et de veuf et à 2 % pour la rente d'orphelin. Dès 2005, l'assuré peut demander le quart de son avoir de vieillesse LPP sous forme de capital.	37 al. 3 LPP 37 al. 2 LPP
6. Les rentes de risque, à savoir les rentes de survivants et les rentes d'invalidité, sont obligatoirement adaptées au renchérissement jusqu'à 65 pour les hommes et 64 ans pour les femmes. Ces rentes sont adaptées à l'évolution des prix pour la première fois normalement après une durée de 3 ans, au début de l'année civile suivante. Les adaptations suivantes sont effectuées à la même date que celles des rentes de l'AVS.	36 al.1 LPP
7. Le fonds de garantie assume entre autres la tâche suivante : il garantit, jusqu'à une limite maximale de salaire, les prestations réglementaires qui vont au-delà des prestations légales et qui sont dues par des institutions de prévoyance devenues insolubles (www.sfbvg.ch).	14, 18 OFG 15 OFG 16 OFG 56 al. 1c, 2 , LPP
8. Dès le 1.1.1997, les bénéficiaires d'indemnités journalières de l'assurance chômage sont soumis à l'assurance obligatoire de la PP en ce qui concerne les risques de décès et d'invalidité. Les montants-limites prévus aux articles 2, 7 et 8 LPP doivent être convertis en montants journaliers. Ils s'obtiennent en divisant les montants-limites annuels par 260,4 ou le gain mensuel par 21,7.	2 al.3 LPP 40a OACI
9. Montants maximaux selon l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour des cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance: contrat de prévoyance liée conclu avec les établissements d'assurances et convention de prévoyance liée conclue avec les fondations bancaires.	7 al. 1 OPP3

2. Salaire selon la LPP, en francs (données historiques)

Année	Seuil d'entrée Salaire minimal	Déduction de coordination	Salaire AVS annuel maximal assuré	Salaire coordonné (assuré) LPP	
				minimal	maximal
1985	16'560	16'560	49'680	2'070	33'120
1986-1987	17'280	17'280	51'840	2'160	34'560
1988-1989	18'000	18'000	54'000	2'250	36'000
1990-1991	19'200	19'200	57'600	2'400	38'400
1992	21'600	21'600	64'800	2'700	43'200
1993-1994	22'560	22'560	67'680	2'820	45'120
1995-1996	23'280	23'280	69'840	2'910	46'560
1997-1998	23'880	23'880	71'640	2'985	47'760
1999-2000	24'120	24'120	72'360	3'015	48'240
2001-2002	24'720	24'720	74'160	3'090	49'440
2003-2004	25'320	25'320	75'960	3'165	50'640
2005-2006	19'350	22'575	77'400	3'225	54'825
2007-2008	19'890	23'205	79'560	3'315	56'355
2009-2010	20'520	23'940	82'080	3'420	58'140
2011-2012	20'880	24'360	83'520	3'480	59'160
2013-2014	21'060	24'570	84'240	3'510	59'670
2015-2018	21'150	24'675	84'600	3'525	59'925
2019-2020	21'330	24'885	85'320	3'555	60'435
2021-2022	21'510	25'095	86'040	3'585	60'945
2023-2024	22'050	25'725	88'200	3'675	62'475
2025	22'680	26'460	90'720	3'780	64'260

[retour](#)

3. Taux d'intérêt minimal LPP, en pour-cent (données historiques)

Année	Taux d'intérêt minimal LPP (en pour-cent)
1985-2002	4,00
2003	3,25
2004	2,25
2005-2007	2,50
2008	2,75
2009-2011	2,00
2012-2013	1,50
2014-2015	1,75
2016	1,25
2017-2023	1,00
2024-2025	1,25

[retour](#)

6. Adaptation au renchérissement des rentes de risque LPP (données historiques)

Taux d'adaptation au renchérissement en pour-cent après une durée de			
Année	1 ^{ère} adaptation normalement après	Adaptation subséquente après	
		3 ans	2 ans
1985-1988	*	*	*
1989	4,3 %	*	*
1990	7,2 %	*	3,4 %
1991	11,9 %	*	*
1992	15,9 %	12,1 %	5,7 %
1993	16,0 %	*	3,5 %
1994	13,1 %	*	*
1995	7,7 %	4,1 %	0,6 %
1996	6,2 %	*	*
1997	3,2 %	2,6 %	0,6 %
1998	3,0 %	*	*
1999	1,0 %	0,5 %	0,1 %
2000	1,7 %	*	*
2001	2,7 %	2,7 %	1,4 %
2002	3,4 %	*	*
2003	2,6 %	1,2 %	0,5 %
2004	1,7 %	*	*
2005	1,9 %	1,4 %	0,9 %
2006	2,8 %	*	*
2007	3,1 %	2,2 %	0,8 %
2008	3,0 %	*	*
2009	4,5 %	3,7 %	2,9 %
2010	2,7 %	*	*
2011	2,3 %	-	0,3 %
2012	-	*	*
2013	0,4 %	-	-
2014	-	*	*
2015	-	-	-
2016-2018	-	*	*
2019	1,5 %	-	-
	1,8 %		
2020	0,1 % pour les nouvelles rentes nées en 2010, 2013, 2014	*	*
2021	0,3 %	-	-
	0,3 %		
2022	0,1 % pour les nouvelles rentes nées en 2012	*	*
2023	Voir tableau en page 5		
2024	6,0 %	*	*
2025	5,8 %	2,5 %	0,8 %

- * L'adaptation subséquente des rentes de risque LPP a lieu en même temps que l'adaptation des rentes de l'AVS, ce qui n'est pas le cas cette année.
- Pas d'adaptation des rentes de risques LPP car l'indice des prix n'a pas augmenté depuis le premier versement de la rente resp. depuis la dernière adaptation.

**Adaptation des rentes de risque LPP à l'évolution des prix
au 1er janvier 2023**

Rentes versées la première fois en	Taux d'adaptation en pourcent
1985-2005	2.8
2006-2007	3.5
2008	2.8
2009 -2010	3.4
2011	3.0
2012	3.3
2013 - 2014	3.4
2015	3.5
2016	3.4
2017	4.2
2018	3.3
2019	3.4

en gris, première adaptation des rentes

[retour](#)



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques MAS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002		2003		2004		
																			f:62/h:65	f:63	f:62/h:65	f:63	f:62/h:65	f:63
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS																								
minimale	8'280	8'640	8'640	9'000	9'000	9'600	9'600	10'800	11'280	11'280	11'640	11'640	11'940	11'940	12'060	12'060	12'360	12'360	12'360	12'660	12'660	12'660	12'660	
maximale	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	
2 Salaire																								
Seuil d'entrée (salaire minimal annuel)	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	
Déduction de coordination	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	49'680	51'840	51'840	54'000	54'000	57'600	57'600	64'800	67'680	67'680	69'840	69'840	71'640	71'640	72'360	72'360	74'160	74'160	74'160	75'960	75'960	75'960	75'960	
Salaire coordonné minimal	2'070	2'160	2'160	2'250	2'250	2'400	2'400	2'700	2'820	2'820	2'910	2'910	2'985	2'985	3'015	3'015	3'090	3'090	3'090	3'165	3'165	3'165	3'165	
Salaire coordonné maximal	33'120	34'560	34'560	36'000	36'000	38'400	38'400	43'200	45'120	45'120	46'560	46'560	47'760	47'760	48'240	48'240	49'440	49'440	49'440	50'640	50'640	50'640	50'640	
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)																								
Taux d'intérêt minimal LPP	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	3.25%	3.25%	2.25%	2.25%	
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	269	561	972	1'416	1'878	2'385	2'912	3'514	4'162	4'836	5'553	6'237	6'957	7'671	8'423	9'198	10'010	10'859	10'966	11'658	11'782	12'361	12'490	
AV minimal à la retraite avec les BCU	538	1'122	1'944	2'832	3'756	4'770	5'824	7'028	8'324	9'672	11'106	12'474	13'914	15'342	16'846	18'396	20'020	21'718	21'932	23'316	23'564	24'722	24'980	
en % du salaire minimal coordonné	26.0%	51.9%	90.0%	125.9%	166.9%	198.8%	242.7%	260.3%	295.2%	343.0%	381.6%	428.7%	466.1%	514.0%	558.7%	610.1%	647.9%	702.8%	709.8%	736.7%	744.5%	781.1%	789.3%	
AV maximal à la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	4'306	8'971	15'551	22'653	30'039	38'153	46'591	56'231	66'602	77'388	88'864	99'779	111'300	122'753	134'686	147'096	160'106	173'634	175'409	186'410	188'392	197'686	199'719	
en % du salaire maximal coordonné	13.0%	26.0%	45.0%	62.9%	83.4%	99.4%	121.3%	130.2%	147.6%	171.5%	190.9%	214.3%	233.0%	257.0%	279.2%	304.9%	323.8%	351.2%	354.8%	368.1%	372.0%	390.4%	394.4%	
4 Bonificatifs complémentaires uniques (BCU) pour la génération d'entrée																								
Limite inf. du sal. pour les BCU	6'680	6'970	6'970	7'260	7'260	7'740	7'740	8'700	9'120	9'120	9'360	9'360	9'600	9'600	9'720	9'720	9'960	9'960	9'960	10'200	10'200	10'200	10'200	
Montant min. de l'AV à la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	870	1'812	3'138	4'572	6'060	7'692	9'390	11'334	13'434	15'618	17'928	20'106	22'428	24'756	27'162	29'670	32'298	35'034	35'382	37'614	38'010	39'876	40'296	
Limite sup. du sal. pour les BCU	13'360	13'940	13'940	14'520	14'520	15'480	15'480	17'400	18'240	18'240	18'720	18'720	19'200	19'200	19'440	19'440	19'920	19'920	19'920	20'400	20'400	20'400	20'400	
Montant max. de l'AV à la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	1'740	3'624	6'276	9'144	12'120	15'384	18'780	22'668	26'868	31'236	35'856	40'212	44'856	49'512	54'324	59'340	64'596	70'068	70'764	75'228	76'020	79'752	80'592	
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP																								
Taux de conversion minimum LPP	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	>7.2%	7.20%	>7.2%	7.20%	>7.2%	
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:62 et 63)	39	81	140	204	270	343	419	506	599	696	800	898	1'002	1'105	1'213	1'325	1'441	1'564	1'579	1'679	1'696	1'780	1'799	
en % du salaire minimal coordonné	1.9%	3.8%	6.5%	9.1%	12.0%	14.3%	17.5%	18.7%	21.2%	24.7%	27.5%	30.9%	33.6%	37.0%	40.2%	43.9%	46.6%	50.6%	51.1%	53.0%	53.6%	56.2%	56.8%	
Rente annuelle minimale expectative de veuve	23	49	84	122	162	206	251	304	359	418	480	539	601	663	728	794	865	938	938	1'007	1'007	1'068	1'068	
Rente annuelle minimale expectative d'orphelin	8	16	28	41	54	69	84	101	120	139	160	180	200	221	243	265	288	313	313	336	336	356	356	
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:62 et 63)	310	646	1'120	1'631	2'163	2'747	3'355	4'049	4'795	5'572	6'398	7'184	8'014	8'838	9'697	10'591	11'528	12'502	12'629	13'422	13'564	14'233	14'380	
en % du salaire maximal coordonné	0.9%	1.9%	3.2%	4.5%	6.0%	7.2%	8.7%	9.4%	10.6%	12.3%	13.7%	15.4%	16.8%	18.5%	20.1%	22.0%	23.3%	25.3%	25.6%	26.5%	26.8%	28.1%	28.4%	
Rente annuelle maximale expectative de veuve	186	388	672	979	1'298	1'648	2'013	2'429	2'877	3'343	3'839	4'310	4'808	5'303	5'818	6'355	6'917	7'501	7'501	8'053	8'053	8'540	8'540	
Rente annuelle maximale expectative d'orphelin	62	129	224	326	433	549	671	810	959	1'114	1'280	1'437	1'603	1'768	1'939	2'118	2'306	2'500	2'500	2'684	2'684	2'847	2'847	
6 Versement des prestations en espèces																								
Montant-limite de l'avoir de vieillesse	11'500	12'000	12'000	12'500	12'500	13'300	13'300	15'000	15'700	15'700	16'200	16'200	16'600	16'600	16'800	16'800	17'100	17'100	17'100	17'500	17'500	17'500	17'500	
7 Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP																								
pour la 1ère fois après 3 ans					4.3%	7.2%	11.9%	15.9%	16.0%	13.1%	7.7%	6.2%	3.2%	3.0%	1.0%	1.7%	2.7%	3.4%	3.4%	2.6%	2.6%	1.7%	1.7%	
après 2 ans supplémentaires								12.1%			4.1%		2.6%		0.5%		2.7%			1.2%	1.2%			
après 1 an supplémentaire						3.4%		5.7%	3.5%		0.6%		0.6%		0.1%		1.4%			0.5%	0.5%			
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP																								
Subside pour structure d'âge défavorable	-	-	0.20%	0.20%	0.20%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.06%	0.10%	0.10%	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.06%	0.06%	0.06%	0.06%	
Prestation pour insolvabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	107'460	107'460	108'540	108'540	111'240	111'240	111'240	113'940	113'940	113'940	
9 PP obligatoire des personnes au chômage																								
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91.70	91.70	92.60	92.60	94.90	94.90	94.90	97.25	97.25	97.25	97.25
Déduction de coordination journalière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91.70	91.70	92.60	92.60	94.90	94.90	94.90	97.25	97.25	97.25	97.25
Salaire journalier maximal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	275.10	275.10	277.90	277.90	284.80	284.80	284.80	291.70	291.70	291.70	291.70
Salaire journalier coordonné minimal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11.50	11.50	11.60	11.60	11.90	11.90	11.90	12.15	12.15	12.15	12.15
Salaire journalier coordonné maximal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	183.40	183.40	185.30	185.30	189.90	189.90	189.90	194.45	194.45	194.45	194.45
10 Montant limites non imposable du pilier 3a																								
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	-	-	4'147	4'320	4'320	4'608	4'608	5'184	5'414	5'414	5'587	5'587	5'731	5'731	5'789	5'789	5'933	5'933	5'933	6'077	6'077	6'077	6'077	
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	-	-	20'736	21'600	21'600	23'040	23'040	25'920	27'072	27'072	27'936	27'936	28'656	28'656	28'944	28'944	29'664	29'664	29'664	30'384	30'384	30'384	30'384	

h: hommes, f: femmes



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques MAS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	2005*		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	h:65	f:63	h:65	f:64																
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS																				
minimale	12'900	12'900	12'900	12'900	13'260	13'260	13'260	13'260	13'680	13'680	13'680	13'680	13'920	13'920	13'920	13'920	14'040	14'040	14'040	14'040
maximale	25'800	25'800	25'800	25'800	26'520	26'520	26'520	26'520	27'360	27'360	27'360	27'360	27'840	27'840	27'840	27'840	28'080	28'080	28'080	28'080
2 Salaire																				
Seuil d'entrée (salaire minimal annuel)	19'350	19'350	19'350	19'350	19'890	19'890	19'890	19'890	20'520	20'520	20'520	20'520	20'880	20'880	20'880	20'880	21'060	21'060	21'060	21'060
Déduction de coordination	22'575	22'575	22'575	22'575	23'205	23'205	23'205	23'205	23'940	23'940	23'940	23'940	24'360	24'360	24'360	24'360	24'570	24'570	24'570	24'570
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	77'400	77'400	77'400	77'400	79'560	79'560	79'560	79'560	82'080	82'080	82'080	82'080	83'520	83'520	83'520	83'520	84'240	84'240	84'240	84'240
Salaire coordonné minimal	3'225	3'225	3'225	3'225	3'315	3'315	3'315	3'315	3'420	3'420	3'420	3'420	3'480	3'480	3'480	3'480	3'510	3'510	3'510	3'510
Salaire coordonné maximal	54'825	54'825	54'825	54'825	56'355	56'355	56'355	56'355	58'140	58'140	58'140	58'140	59'160	59'160	59'160	59'160	59'670	59'670	59'670	59'670
Salaire maximal assurable dans la prévoyance professionnelle	-	-	774'000	774'000	795'600	795'600	795'600	795'600	820'800	820'800	820'800	820'800	835'200	835'200	835'200	835'200	842'400	842'400	842'400	842'400
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)																				
Taux d'intérêt minimal LPP	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.75%	2.75%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	1.50%	1.50%	1.50%	1.50%	1.75%	1.75%
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:64)	13'125	13'251	13'860	14'163	14'632	14'982	15'277	15'808	15'845	16'560	16'422	17'139	17'012	17'730	17'540	18'259	18'061	18'794	18'629	19'389
AV maximal à la retraite (h:65,f:64)	210'492	212'497	222'868	227'678	235'838	241'408	246'794	255'289	256'484	267'982	266'455	277'904	276'686	288'171	285'825	297'323	294'876	306'598	304'692	316'859
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP																				
Taux de conversion minimum LPP	7.15%	7.20%	7.10%	7.20%	7.10%	7.15%	7.05%	7.10%	7.05%	7.00%	7.00%	6.95%	6.95%	6.90%	6.90%	6.85%	6.85%	6.80%	6.80%	6.80%
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:64)	938	957	984	1'020	1'039	1'071	1'077	1'122	1'117	1'159	1'150	1'191	1'182	1'223	1'210	1'251	1'237	1'278	1'267	1'318
en % du salaire minimal coordonné	29.1%	29.6%	30.5%	31.6%	31.3%	32.3%	32.5%	33.9%	32.7%	33.9%	33.6%	34.8%	34.0%	35.1%	34.8%	35.9%	35.2%	36.4%	36.1%	37.6%
Rente annuelle minimale expectative de veuve, de veuf	563	572	590	612	623.0	643.0	646.2	673.4	670	695	690	715	709	734	726	750	742	767	760	791
Rente annuelle minimale expectative d'orphelin	188	191	197	204	208.0	214.0	215.4	224.5	223	232	230	238	236	245	242	250	247	256	253	264
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:64)	15'050	15'300	15'824	16'393	16'745	17'261	17'399	18'126	18'082	18'759	18'652	19'314	19'230	19'884	19'722	20'367	20'199	20'849	20'719	21'546
en % du salaire maximal coordonné	27.5%	27.9%	28.9%	29.9%	29.7%	30.6%	30.9%	32.2%	31.1%	32.3%	32.1%	33.2%	32.5%	33.6%	33.3%	34.4%	33.9%	34.9%	34.7%	36.1%
Rente annuelle maximale expectative de veuve, de veuf	9'030	9'180	9'494	9'836	10'047	10'357	10'439	10'875	10'849	11'255	11'191	11'589	11'538	11'930	11'833	12'220	12'119	12'509	12'431	12'928
Rente annuelle maximale expectative d'orphelin	3'010	3'060	3'165	3'279	3'349	3'452	3'480	3'625	3'616	3'752	3'730	3'863	3'846	3'977	3'944	4'073	4'040	4'170	4'144	4'309
6 Versement des prestations en espèces																				
Montant-limite de l'avoir de vieillesse	18'000	17'900	18'100	17'900	18'600	18'500	18'800	18'600	19'400	19'500	19'500	19'600	20'000	20'100	20'100	20'300	20'500	20'600	20'600	20'600
7 Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP	(- signifie pas d'adaptation des rentes car l'indice des prix n'a pas augmenté depuis le premier versement de la rente resp. depuis la dernière adaptation)																			
pour la 1ère fois après 3 ans	1.9%	1.9%	2.8%	2.8%	3.1%	3.1%	3.0%	3.0%	4.5%	4.5%	2.7%	2.7%	2.3%	2.3%	-	-	0.4%	0.4%	-	-
après 2 ans supplémentaires	1.4%	1.4%			2.2%	2.2%			3.7%	3.7%										
après 1 an supplémentaire	0.9%	0.9%			0.8%	0.8%			2.9%	2.9%			0.3%	0.3%						
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP																				
Subside pour structure d'âge défavorable	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.08%	0.08%	0.08%	0.08%
Prestation pour insolvabilité	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.005%	0.005%
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	116'100	116'100	116'100	116'100	119'340	119'340	119'340	119'340	123'120	123'120	123'120	123'120	125'280	125'280	125'280	125'280	126'360	126'360	126'360	126'360
9 PP obligatoire des personnes au chômage																				
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	74.30	74.30	74.30	74.30	76.40	76.40	76.40	76.40	78.80	78.80	78.80	78.80	80.20	80.20	80.20	80.20	80.90	80.90	80.90	80.90
Déduction de coordination journalière	86.70	86.70	86.70	86.70	89.10	89.10	89.10	89.10	91.95	91.95	91.95	91.95	93.55	93.55	93.55	93.55	94.35	94.35	94.35	94.35
Salaire journalier maximal	297.25	297.25	297.25	297.25	305.55	305.55	305.55	305.55	315.20	315.20	315.20	315.20	320.75	320.75	320.75	320.75	323.50	323.50	323.50	323.50
Salaire journalier coordonné minimal	12.40	12.40	12.40	12.40	12.75	12.75	12.75	12.75	13.15	13.15	13.15	13.15	13.35	13.35	13.35	13.35	13.50	13.50	13.50	13.50
Salaire journalier coordonné maximal	210.55	210.55	210.55	210.55	216.40	216.40	216.40	216.40	223.25	223.25	223.25	223.25	227.20	227.20	227.20	227.20	229.15	229.15	229.15	229.15
10 Montant limites non imposable du pilier 3a																				
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	6'192	6'192	6'192	6'192	6'365	6'365	6'365	6'365	6'566	6'566	6'566	6'566	6'682	6'682	6'682	6'682	6'739	6'739	6'739	6'739
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	30'960	30'960	30'960	30'960	31'824	31'824	31'824	31'824	32'832	32'832	32'832	32'832	33'408	33'408	33'408	33'408	33'696	33'696	33'696	33'696

h: hommes, f: femmes

* 01.01.2005 : entrée en vigueur de la 1ère révision de la LPP. Nouvelle définition du seuil d'entrée et de la déduction de coordination (2) et suppression des BCU (4)

Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques MAS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64*
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS																						
minimale	14'100	14'100	14'100	14'100	14'100	14'100	14'100	14'100	14'220	14'220	14'340	14'340	14'340	14'340	14'700	14'700	14'700	14'700	14'700	14'700	15'120	15'120
maximale	28'200	28'200	28'200	28'200	28'200	28'200	28'200	28'200	28'440	28'440	28'440	28'440	28'680	28'680	29'400	29'400	29'400	29'400	29'400	29'400	30'240	30'240
2 Salaire																						
Seuil d'entrée (salaire minimal annuel)	21'150	21'150	21'150	21'150	21'150	21'150	21'150	21'150	21'330	21'330	21'330	21'330	21'510	21'510	22'050	22'050	22'050	22'050	22'050	22'050	22'680	22'680
Déduction de coordination	24'675	24'675	24'675	24'675	24'675	24'675	24'675	24'675	24'885	24'885	24'885	24'885	25'095	25'095	25'725	25'725	25'725	25'725	25'725	25'725	26'460	26'460
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	84'600	84'600	84'600	84'600	84'600	84'600	84'600	84'600	85'320	85'320	85'320	85'320	86'040	86'040	88'200	88'200	88'200	88'200	88'200	88'200	90'720	90'720
Salaire coordonné minimal	3'525	3'525	3'525	3'525	3'525	3'525	3'525	3'525	3'555	3'555	3'555	3'555	3'585	3'585	3'675	3'675	3'675	3'675	3'675	3'675	3'780	3'780
Salaire coordonné maximal	59'925	59'925	59'925	59'925	59'925	59'925	59'925	59'925	60'435	60'435	60'435	60'435	60'945	60'945	62'475	62'475	62'475	62'475	62'475	62'475	64'260	64'260
Salaire maximal assurée dans la prévoyance professionnelle	846'000	846'000	846'000	846'000	846'000	846'000	846'000	846'000	853'200	853'200	853'200	853'200	860'400	860'400	882'000	882'000	882'000	882'000	882'000	882'000	907'200	907'200
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)																						
Taux d'intérêt minimal LPP	1.75%	1.75%	1.25%	1.25%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	1.25%	1.25%	1.25%
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:64)	19'215	19'858	19'552	20'232	19'851	20'568	20'157	20'865	20'479	21'174	20'811	21'492	21'154	21'824	21'505	22'169	21'869	22'534	22'286	22'965	22'737	22'777
AV maximal à la retraite (h:65,f:64)	314'825	324'992	320'820	331'587	326'201	337'558	331'701	342'917	337'467	348'464	343'396	354'179	349'514	360'114	355'771	366'269	362'248	372'774	369'621	380'363	377'526	377'851
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP																						
Taux de conversion minimum LPP	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%	6.80%
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:64)	1'307	1'350	1'330	1'376	1'350	1'399	1'371	1'419	1'393	1'440	1'415	1'461	1'438	1'484	1'462	1'507	1'487	1'532	1'515	1'562	1'546	1'549
en % du salaire minimal coordonné	37.1%	38.3%	37.7%	39.0%	38.3%	39.7%	38.9%	40.3%	39.2%	40.5%	39.8%	41.1%	40.1%	41.4%	40.8%	42.0%	40.5%	41.7%	41.2%	42.5%	40.9%	41.0%
Rente annuelle minimale expectative de veuf, de veuf	784	810	798	825	810	839	823	851	836	864	849	877	863	890	877	904	892	919	909	937	928	929
Rente annuelle minimale expectative d'orphelin	261	270	266	275	270	280	274	284	279	288	283	292	288	297	292	301	297	306	303	312	309	310
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:64)	21'408	22'099	21'816	22'548	22'182	22'954	22'556	23'318	22'948	23'696	23'351	24'084	23'767	24'488	24'192	24'906	24'633	25'349	25'134	25'865	25'672	25'694
en % du salaire maximal coordonné	35.7%	36.9%	36.4%	37.6%	37.0%	38.3%	37.6%	38.9%	38.0%	39.2%	38.6%	39.9%	39.0%	40.2%	39.7%	40.9%	39.4%	40.6%	40.2%	41.4%	40.0%	40.0%
Rente annuelle maximale expectative de veuf, de veuf	12'845	13'260	13'089	13'529	13'309	13'772	13'534	13'991	13'769	14'218	14'011	14'450	14'260	14'693	14'515	14'944	14'780	15'209	15'080	15'519	15'403	15'416
Rente annuelle maximale expectative d'orphelin	4'282	4'420	4'363	4'510	4'436	4'591	4'511	4'664	4'590	4'739	4'670	4'817	4'753	4'898	4'838	4'981	4'927	5'070	5'027	5'173	5'134	5'139
6 Versement des prestations en espèces																						
Montant-limite de l'avoir de vieillesse	20'700	20'700	20'700	20'700	20'700	20'700	20'700	20'700	20'900	20'900	20'900	20'900	21'100	21'100	21'600	21'600	21'600	21'600	21'600	21'600	22'200	22'200
7 Adaptation au rattachement des rentes risque LPP	(- signifie pas d'adaptation des rentes car l'indice des prix n'a pas augmenté depuis le premier versement de la rente resp. depuis la dernière adaptation)																					
pour la 1ère fois après 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	1.5%	1.8%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	3.4%	3.4%	6.0%	6.0%	6.0%	6.0%	5.8%	5.8%
après 2 ans supplémentaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.5%	2.5%
après 1 an supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.8%	0.8%
pour la 1ère fois pour les nouvelles rentes nées en																						
										2010	2013	0.1%	2014		2012	0.1%	2008	2.8%	2011	3.0%		
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP																						
Subside pour structure d'âge défavorable	0.08%	0.08%	0.08%	0.08%	0.10%	0.10%	0.10%	0.10%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.12%	0.13%	0.13%	0.13%
Prestation pour insolvabilité	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.005%	0.002%	0.002%	0.002%	0.002%	0.002%	0.002%
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	126'900	126'900	126'900	126'900	126'900	126'900	126'900	126'900	127'980	127'980	127'980	127'980	129'060	129'060	129'060	129'060	132'300	132'300	132'300	132'300	136'080	136'080
9 PP obligatoire des personnes au chômage																						
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	81.20	81.20	81.20	81.20	81.20	81.20	81.20	81.20	81.90	81.90	81.90	81.90	82.60	82.60	84.70	84.70	84.70	84.70	84.70	84.70	87.10	87.10
Déduction de coordination journalière	94.75	94.75	94.75	94.75	94.75	94.75	94.75	94.75	95.55	95.55	95.55	95.55	96.35	96.35	98.80	98.80	98.80	98.80	98.80	98.80	101.60	101.60
Salaire journalier maximal	324.90	324.90	324.90	324.90	324.90	324.90	324.90	324.90	327.65	327.65	327.65	327.65	330.40	330.40	338.70	338.70	338.70	338.70	338.70	338.70	348.40	348.40
Salaire journalier coordonné minimal	13.55	13.55	13.55	13.55	13.55	13.55	13.55	13.55	13.65	13.65	13.65	13.65	13.75	13.75	14.10	14.10	14.10	14.10	14.10	14.10	14.50	14.50
Salaire journalier coordonné maximal	230.15	230.15	230.15	230.15	230.15	230.15	230.15	230.15	232.10	232.10	232.10	232.10	234.05	234.05	239.90	239.90	239.90	239.90	239.90	239.90	246.75	246.75
10 Montant limites non imposable du pilier 3a																						
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	6'768	6'768	6'768	6'768	6'768	6'768	6'768	6'768	6'826	6'826	6'826	6'826	6'883	6'883	7'056	7'056	7'056	7'056	7'056	7'056	7'258	7'258
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	33'840	33'840	33'840	33'840	33'840	33'840	33'840	33'840	34'128	34'128	34'128	34'128	34'416	34'416	35'280	35'280	35'280	35'280	35'280	35'280	36'288	36'288

h: hommes, f: femmes

* : 64 ans und 3 mois. Les femmes de la génération 1961 ayant leur anniversaire au mois d'octobre à décembre atteindront l'âge de référence en 2026.



7. Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP

Adaptation des rentes de risque LPP à l'évolution des prix au 1er janvier 2023

Rentes versées la première fois en	Taux d'adaptation en pourcent
1985-2005	2.8
2006-2007	3.5
2008	2.8
2009 -2010	3.4
2011	3.0
2012	3.3
2013 - 2014	3.4
2015	3.5
2016	3.4
2017	4.2
2018	3.3
2019	3.4

en gris, première adaptation des rentes



Tableaux de l'avoir de vieillesse LPP

Les tableaux suivants indiquent en cas d'assujettissement ininterrompu à la LPP dès le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit le 24^{ème} anniversaire (début du processus d'épargne), au plus tôt dès le 1^{er} janvier 1985, **l'avoir de vieillesse LPP minimal et maximal** acquis à la fin de chacune des années civiles depuis 1985 pour les hommes et les femmes, selon leur âge atteint en 2025 (différence entre 2025 et l'année de naissance). L'avoir de vieillesse minimal est celui d'une personne ayant été assurée chaque année pour le salaire coordonné minimal alors que l'avoir de vieillesse maximal, celui d'une personne assurée chaque année pour le salaire coordonné maximal prévu par la loi.

Pour connaître la situation personnelle exacte d'un assuré, il faut toujours consulter son compte-témoin LPP tenu par l'institution de prévoyance.

Les tableaux suivants permettent pourtant d'**estimer** l'avoir de vieillesse acquis au 31 décembre 1985 à 2025. Ceci peut par exemple être utile pour

- estimer le niveau d'une nouvelle rente d'invalidité resp. des rentes de survivants puisqu'en connaissant l'avoir de vieillesse acquis LPP, il est aisé de déterminer l'avoir de vieillesse projeté à l'âge de référence et donc la rente d'invalidité LPP ;
- déterminer la part LPP dans les institutions de prévoyance enveloppantes (les prestations de prévoyance vont au-delà des prestations minimales LPP) ;
- contrôler l'ordre de grandeur de l'avoir de vieillesse LPP en cas de libre passage, de divorce, de demande pour l'encouragement à la propriété du logement ;
- approximer la valeur du rachat maximal possible lors de l'entrée dans une institution de prévoyance dont le plan est calqué sur le minimum LPP.

Des exemples d'utilisation de ces tableaux sont donnés dans le document « Quelques aspects techniques de la prévoyance professionnelle obligatoire » disponible sur notre site internet à l'adresse (données de base/informations complémentaires):

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/bv/grundlagen-und-gesetze/grundlagen.html>

Avant la première révision de la LPP, entre 1985 et 2004, l'échelonnement des taux de bonification des hommes et des femmes était différent. Pour cette raison les valeurs des hommes et celles des femmes diffèrent partiellement.

Selon le niveau de salaire assuré, l'avoir de vieillesse individuel se trouvera entre la valeur minimale et la valeur maximale mentionnées dans les tableaux qui suivent.

La réforme AVS 21 entrée en vigueur le 1.1.2024 relève l'âge de référence des femmes de 3 mois par année dès 2025 (génération 1961) jusqu'à atteindre l'âge de référence de 65 ans (génération 1964). Cette réglementation est reprise dans la LPP. Ainsi, les femmes de la génération 1961 ayant leur anniversaire d'octobre à décembre atteindront l'âge de référence en 2026. Pour ces femmes, les bonifications de vieillesse 2026 ne sont pas incluses dans les valeurs de l'avoir de vieillesse au 31.12.2025.



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les hommes

Age en	Avoir de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les hommes au 31 décembre																						
2025	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	457
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	453	690	
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	448	685	928	
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	445	676	919	1'168	
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	441	677	914	1'163	1'417	
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	436	670	913	1'155	1'410	1'671	
51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	431	664	907	1'158	1'406	1'666	1'934	
52	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	428	657	899	1'151	1'410	1'664	1'931	2'205	
53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	426	654	892	1'144	1'406	1'673	1'932	2'206	2'487	
54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	421	647	883	1'130	1'391	1'663	1'939	2'204	2'485	2'870	
55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	416	641	876	1'122	1'378	1'649	1'931	2'216	2'487	2'872	3'266	
56	0	0	0	0	0	0	0	0	0	197	409	629	863	1'107	1'362	1'627	1'909	2'202	2'495	2'867	3'261	3'665	
57	0	0	0	0	0	0	0	0	197	403	623	851	1'094	1'347	1'612	1'887	2'179	2'483	2'880	3'261	3'665	4'079	
58	0	0	0	0	0	0	0	189	394	607	835	1'072	1'324	1'586	1'860	2'146	2'448	2'855	3'264	3'654	4'068	4'492	
59	0	0	0	0	0	0	168	364	576	796	1'032	1'277	1'537	1'807	2'090	2'385	2'789	3'210	3'631	4'029	4'452	4'886	
60	0	0	0	0	0	168	343	545	765	993	1'236	1'489	1'758	2'037	2'329	2'724	3'142	3'577	4'010	4'416	4'849	5'293	
61	0	0	0	0	158	332	513	723	949	1'184	1'435	1'696	1'973	2'261	2'653	3'061	3'492	3'941	4'385	4'801	5'243	5'697	
62	0	0	0	158	321	502	690	907	1'141	1'384	1'643	1'912	2'197	2'584	2'989	3'410	3'855	4'318	4'775	5'199	5'652	6'115	
63	0	0	151	315	485	672	867	1'091	1'332	1'583	1'850	2'127	2'511	2'910	3'328	3'762	4'222	4'700	5'169	5'602	6'064	6'538	
64	0	151	308	478	655	849	1'051	1'282	1'531	1'789	2'065	2'438	2'834	3'246	3'678	4'126	4'600	5'093	5'575	6'017	6'490	7'136	
65	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'473	1'729	1'996	2'367	2'752	3'161	3'586	4'031	4'493	4'982	5'490	5'985	6'436	7'081	7'742	



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les hommes

Age en	Avoir de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les hommes au 31 décembre																			
2025	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	257	525
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	257	518	789
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	251	511	774	1'049	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	251	504	767	1'034	1'311	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249	502	758	1'023	1'293	1'574	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249	500	756	1'015	1'282	1'555	1'839	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	498	752	1'010	1'271	1'541	1'818	2'105	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	750	1'006	1'267	1'531	1'803	2'083	2'374	
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	748	1'004	1'263	1'526	1'793	2'068	2'351	2'645	
35	0	0	0	0	0	0	0	0	247	497	748	1'003	1'261	1'523	1'789	2'058	2'336	2'622	3'033	
36	0	0	0	0	0	0	0	246	497	750	1'004	1'261	1'522	1'786	2'055	2'327	2'607	3'007	3'423	
37	0	0	0	0	0	0	246	496	751	1'007	1'264	1'523	1'788	2'054	2'326	2'600	2'993	3'398	3'819	
38	0	0	0	0	0	244	493	747	1'007	1'266	1'526	1'788	2'055	2'324	2'598	2'983	3'380	3'790	4'215	
39	0	0	0	0	244	491	744	1'003	1'267	1'530	1'792	2'056	2'326	2'598	2'982	3'371	3'772	4'186	4'617	
40	0	0	0	239	488	739	995	1'259	1'527	1'793	2'058	2'325	2'597	2'979	3'367	3'759	4'164	4'584	5'019	
41	0	0	239	484	737	992	1'252	1'520	1'793	2'062	2'330	2'600	2'981	3'366	3'759	4'155	4'564	4'988	5'429	
42	0	232	476	725	983	1'241	1'506	1'778	2'056	2'328	2'598	2'977	3'362	3'751	4'147	4'547	4'960	5'389	5'835	
43	232	470	719	973	1'236	1'498	1'766	2'043	2'326	2'601	2'980	3'362	3'751	4'144	4'544	4'948	5'365	5'800	6'250	
44	463	708	962	1'220	1'488	1'754	2'026	2'308	2'595	2'980	3'362	3'748	4'141	4'538	4'942	5'350	5'771	6'210	6'666	
45	701	952	1'210	1'474	1'747	2'017	2'293	2'579	2'976	3'366	3'752	4'142	4'539	4'940	5'348	5'760	6'185	6'630	7'280	
46	939	1'197	1'460	1'729	2'007	2'281	2'561	2'957	3'361	3'755	4'145	4'539	4'940	5'345	5'757	6'173	6'602	7'236	7'894	
47	1'183	1'448	1'716	1'990	2'273	2'551	2'940	3'343	3'754	4'153	4'547	4'945	5'350	5'759	6'175	6'595	7'213	7'854	8'519	
48	1'429	1'700	1'974	2'253	2'541	2'927	3'322	3'732	4'149	4'554	4'952	5'354	5'763	6'176	6'596	7'200	7'823	8'472	9'145	
49	1'685	1'963	2'242	2'526	2'925	3'316	3'717	4'133	4'558	4'968	5'370	5'776	6'189	6'607	7'210	7'820	8'450	9'107	9'787	
50	1'944	2'230	2'514	2'906	3'312	3'710	4'117	4'540	4'972	5'386	5'793	6'203	6'621	7'220	7'830	8'446	9'082	9'746	10'435	
51	2'214	2'507	2'899	3'299	3'713	4'117	4'530	4'960	5'399	5'819	6'230	6'645	7'245	7'850	8'466	9'089	9'731	10'404	11'101	
52	2'492	2'892	3'292	3'700	4'122	4'532	4'951	5'388	5'835	6'261	6'676	7'271	7'877	8'489	9'112	9'741	10'389	11'070	11'776	
53	2'881	3'291	3'699	4'115	4'545	4'962	5'387	5'832	6'287	6'718	7'314	7'916	8'528	9'147	9'776	10'411	11'067	11'756	12'470	
54	3'273	3'694	4'110	4'534	4'973	5'396	5'828	6'281	6'743	7'356	7'958	8'567	9'186	9'811	10'447	11'089	11'751	12'449	13'172	
55	3'679	4'112	4'536	4'969	5'416	5'845	6'284	6'745	7'392	8'013	8'622	9'237	9'863	10'494	11'137	11'786	12'455	13'162	14'007	
56	4'089	4'533	4'965	5'407	5'863	6'299	6'744	7'389	8'047	8'676	9'291	9'913	10'546	11'184	11'834	12'490	13'166	13'992	14'847	
57	4'513	4'968	5'410	5'860	6'325	6'768	7'396	8'052	8'721	9'359	9'982	10'610	11'249	11'895	12'552	13'215	14'009	14'845	15'711	
58	4'936	5'403	5'853	6'312	6'787	7'410	8'048	8'715	9'397	10'043	10'672	11'308	11'954	12'607	13'271	14'049	14'851	15'698	16'574	
59	5'340	5'818	6'276	6'744	7'401	8'034	8'681	9'359	10'052	10'706	11'342	11'984	12'637	13'297	14'075	14'861	15'671	16'529	17'416	
60	5'757	6'247	6'713	7'361	8'030	8'672	9'329	10'019	10'723	11'386	12'028	12'677	13'337	14'111	14'897	15'691	16'510	17'378	18'275	
61	6'171	6'672	7'318	7'978	8'659	9'311	9'977	10'678	11'394	12'065	12'714	13'370	14'144	14'925	15'720	16'522	17'349	18'227	19'136	
62	6'600	7'278	7'937	8'609	9'303	9'965	10'640	11'353	12'081	12'760	13'417	14'185	14'967	15'757	16'560	17'370	18'206	19'095	20'014	
63	7'199	7'894	8'565	9'249	9'956	10'628	11'314	12'038	12'777	13'466	14'235	15'012	15'802	16'600	17'411	18'231	19'074	19'974	20'904	
64	7'812	8'524	9'207	9'904	10'625	11'306	12'002	12'739	13'490	14'293	15'071	15'856	16'654	17'461	18'281	19'109	19'962	20'873	21'814	
65	8'433	9'162	9'858	10'568	11'302	11'993	12'700	13'448	14'318	15'132	15'917	16'711	17'518	18'333	19'162	19'999	20'860	21'782	22'735	



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les hommes

Age	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les hommes au 31 décembre																						
2025	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'771
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'471	11'496
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'169	11'186	15'304	
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'118	10'823	14'931	19'142	
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'060	10'834	14'623	18'826	23'135	
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'973	10'712	14'605	18'479	22'778	27'186	
51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'889	10'625	14'511	18'527	22'489	26'889	31'399	
52	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'854	10'505	14'386	18'422	22'565	26'618	31'121	35'737	
53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'820	10'470	14'265	18'297	22'489	26'765	30'912	35'523	40'248		
54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'733	10'345	14'136	18'078	22'262	26'613	31'023	35'266	39'985	46'467		
55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'649	10'258	14'011	17'949	22'043	26'386	30'902	35'451	39'794	46'271	52'910		
56	0	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'544	10'065	13'811	17'706	21'791	26'040	30'542	35'225	39'914	45'876	52'506	59'301		
57	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'443	9'960	13'618	17'506	21'549	25'788	30'196	34'865	39'720	46'075	52'176	58'963	65'919		
58	0	0	0	0	0	0	3'024	6'303	9'714	13'362	17'155	21'185	25'375	29'767	34'335	39'169	45'680	52'228	58'467	65'411	72'529		
59	0	0	0	0	0	2'688	5'820	9'211	12'738	16'506	20'426	24'586	28'913	33'446	38'160	44'631	51'360	58'093	64'464	71'559	78'830		
60	0	0	0	0	2'688	5'484	8'727	12'234	15'882	19'777	23'827	28'123	32'591	37'272	43'587	50'274	57'229	64'153	70'660	77'909	85'340		
61	0	0	0	2'520	5'309	8'209	11'562	15'182	18'948	22'965	27'143	31'572	36'178	42'449	48'971	55'874	63'053	70'166	76'809	84'212	91'799		
62	0	0	2'520	5'141	8'034	11'044	14'510	18'248	22'137	26'281	30'592	35'159	41'341	47'819	54'555	61'682	69'093	76'402	83'185	90'748	98'499		
63	0	2'419	5'036	7'757	10'756	13'874	17'453	21'309	25'320	29'592	34'035	40'172	46'555	53'242	60'195	67'547	75'193	82'701	89'625	97'349	105'265		
64	2'419	4'935	7'653	10'479	13'586	16'817	20'514	24'493	28'631	33'035	39'013	45'349	51'939	58'841	66'019	73'603	81'491	89'204	96'275	104'164	114'992		
65	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les hommes

Age en	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les hommes au 31 décembre																			
2025	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'498
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'373	8'926
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'373	8'801	13'409
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'266	8'682	13'164	17'827	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'266	8'575	13'034	17'570	22'288	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230	8'539	12'890	17'393	21'983	26'756	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230	8'503	12'854	17'249	21'795	26'441	31'269	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'467	12'782	17'176	21'614	26'204	30'904	35'789	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'746	17'104	21'541	26'023	30'656	35'413	40'354		
34	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'711	17'068	21'469	25'950	30'476	35'154	39'966	44'964		
35	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'442	12'721	17'043	21'444	25'889	30'414	34'984	39'707	44'577	51'560		
36	0	0	0	0	0	0	4'177	8'445	12'745	17'067	21'433	25'877	30'367	34'936	39'552	44'321	51'122	58'187		
37	0	0	0	0	0	4'177	8'427	12'769	17'123	21'489	25'899	30'389	34'923	39'538	44'200	50'889	57'773	64'921		
38	0	0	0	0	4'141	8'380	12'704	17'121	21'530	25'940	30'394	34'928	39'508	44'169	50'705	57'460	64'426	71'657		
39	0	0	0	4'141	8'345	12'647	17'045	21'538	26'002	30'457	34'956	39'536	44'162	50'698	57'299	64'120	71'169	78'484		
40	0	0	4'070	8'292	12'558	16'923	21'396	25'965	30'485	34'984	39'529	44'155	50'640	57'241	63'908	70'794	77'927	85'327		
41	0	4'070	8'221	12'527	16'856	21'285	25'835	30'482	35'057	39'603	44'194	50'679	57'229	63'896	70'630	77'583	84'801	92'287		
42	3'945	8'094	12'325	16'713	21'105	25'598	30'223	34'947	39'578	44'169	50'603	57'153	63'768	70'500	77'299	84'320	91'621	99'193		
43	7'879	12'040	16'351	20'747	25'304	29'824	34'449	39'228	44'110	50'654	57'153	63'717	70'397	77'145	84'011	90'945	98'102	105'576	113'322	
44	11'911	16'183	20'576	25'058	29'700	34'287	38'978	43'837	50'597	57'222	63'786	70'417	77'164	83'980	90'914	97'917	105'144	112'706	123'754	
45	15'728	20'105	24'577	29'139	33'863	38'512	43'266	49'990	56'858	63'561	70'189	76'883	83'696	90'576	97'577	104'647	111'941	122'711	133'884	
46	19'631	24'116	28'668	33'311	38'119	42'832	49'441	56'273	63'251	70'034	76'727	83'486	90'365	97'312	104'379	111'518	122'004	132'900	144'201	
47	23'566	28'159	32'792	37'517	42'409	48'961	55'662	62'604	69'692	76'555	83'313	90'139	97'084	104'098	111'234	121'488	132'074	143'096	154'524	
48	27'658	32'363	37'080	41'892	48'646	55'291	62'088	69'141	76'344	83'290	90'116	97'009	104'023	111'107	121'360	131'715	142'403	153'555	165'113	
49	31'810	36'630	41'432	48'075	54'952	61'693	68'585	75'752	83'070	90'101	96'995	103'957	111'040	121'216	131'570	142'027	152'819	164'100	175'791	
50	36'129	41'067	47'702	54'470	61'476	68'314	75'306	82'591	90'028	97'146	104'110	111'144	121'320	131'599	142'057	152'619	163'516	174'932	186'757	
51	40'575	47'326	54'087	60'983	68'118	75'056	82'149	89'554	97'113	104'320	111'355	121'458	131'738	142'120	152'683	163'352	174'357	185'907	197'870	
52	46'890	53'815	60'705	67'734	75'004	82'045	89'243	96'772	104'458	111'756	121'862	132'070	142'456	152'945	163'617	174'395	185'510	197'200	209'304	
53	53'265	60'365	67'386	74'548	81'955	89'100	96'404	104'058	111'871	122'258	132'470	142'783	153'276	163'874	174'655	185'543	196'770	208'601	220'847	
54	59'869	67'151	74'308	81'608	89'156	96'409	103'822	111'606	122'548	133'069	143'388	153'811	164'414	175'124	186'017	197'018	208'360	220'336	234'657	
55	66'419	73'881	81'173	88'610	96'298	103'659	111'181	122'077	133'202	143'856	154'283	164'815	175'528	186'348	197'354	208'469	219'925	233'919	248'410	
56	73'203	80'851	88'282	95'862	103'695	111'167	121'785	132'866	144'180	154'971	165'510	176'153	186'980	197'915	209'036	220'268	233'717	247'883	262'549	
57	79'978	87'813	95'383	103'105	111'083	121'623	132'398	143'665	155'168	166'097	176'746	187'503	198'443	209'493	220'729	233'907	247'491	261'830	276'670	
58	86'436	94'449	102'152	110'009	121'083	131'773	142'700	154'148	165'834	176'896	187'654	198'519	209'570	220'730	233'908	247'217	260'935	275'442	290'452	
59	93'109	101'305	109'145	120'049	131'324	142'167	153'250	164'883	176'757	187'955	198'824	209'801	220'964	234'052	247'362	260'806	274'660	289'338	304'522	
60	99'730	108'108	118'991	130'092	141'568	152'565	163'804	175'621	187'683	199'018	209'997	221'086	234'175	247'395	260'839	274'418	288'407	303'258	318'615	
61	106'597	117'981	129'062	140'364	152'046	163'200	174'599	186'605	198'859	210'334	221'426	234'426	247'649	261'004	274'584	288'300	302'428	317'454	332'989	
62	116'350	128'003	139'284	150'790	162'680	173'994	185'555	197'752	210'202	221'818	234'823	247'958	261'315	274'807	288'525	302'380	316'650	331'853	347'568	
63	126'320	138'247	149'733	161'449	173'552	185'029	196'755	209'149	221'798	235'357	248'497	261'768	275'264	288'895	302'754	316'752	331'165	346'550	362'449	
64	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698	235'347	249'075	262'352	275'762	289'398	303'170	317'172	331'314	345'873	361'442	377'526	



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les femmes

Age en	Avoir de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les femmes au 31 décembre																					
2025	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1998	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	457
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	453	690
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	448	685	928
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	445	676	919	1'168
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	441	677	914	1'163	1'417
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	436	670	913	1'155	1'410	1'671
51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	431	664	907	1'158	1'406	1'666	1'934
52	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	428	657	899	1'151	1'410	1'664	1'931	2'205
53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	426	654	892	1'144	1'406	1'673	2'027	2'303	2'587
54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	421	647	883	1'130	1'391	1'663	2'034	2'396	2'682	3'071
55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	416	641	876	1'122	1'378	1'649	2'024	2'406	2'777	3'169	3'571
56	0	0	0	0	0	0	0	0	0	197	409	629	863	1'107	1'362	1'627	2'002	2'391	2'785	3'164	3'566	3'977
57	0	0	0	0	0	0	0	0	197	403	623	851	1'094	1'347	1'612	1'978	2'366	2'769	3'176	3'564	3'976	4'397
58	0	0	0	0	0	0	0	189	394	607	835	1'072	1'324	1'586	1'951	2'330	2'733	3'151	3'570	3'967	4'388	4'821
59	0	0	0	0	0	0	168	364	576	796	1'032	1'277	1'537	1'897	2'274	2'666	3'082	3'514	3'945	4'350	4'782	5'224
60	0	0	0	0	0	168	343	545	765	993	1'236	1'489	1'847	2'220	2'610	3'016	3'445	3'892	4'335	4'749	5'191	5'643
61	0	0	0	0	158	332	513	723	949	1'184	1'435	1'784	2'154	2'538	2'941	3'360	3'804	4'265	4'720	5'143	5'594	6'056
62	0	0	0	158	321	502	690	907	1'141	1'384	1'730	2'090	2'472	2'870	3'286	3'719	4'177	4'653	5'120	5'552	6'013	6'486
63	0	0	151	315	485	672	867	1'091	1'332	1'667	2'025	2'397	2'791	3'201	3'631	4'078	4'550	5'041	5'521	6'120	6'595	7'083
64	0	151	308	478	655	849	1'051	1'282	1'615	1'962	2'332	2'716	3'123	3'546	3'990	4'451	4'938	5'444	6'096	6'708	7'198	7'862



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les femmes

Age en	Avoir de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les femmes au 31 décembre																			
2025	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	257	525
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	257	518	789	
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	251	511	774	1'049	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	251	504	767	1'034	1'311	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249	502	758	1'023	1'293	1'574	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249	500	756	1'015	1'282	1'555	1'839	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	498	752	1'010	1'271	1'541	1'818	2'105	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	750	1'006	1'267	1'531	1'803	2'083	2'374	
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	748	1'004	1'263	1'526	1'793	2'068	2'351	2'645	
35	0	0	0	0	0	0	0	0	247	497	748	1'003	1'261	1'523	1'789	2'058	2'336	2'622	3'033	
36	0	0	0	0	0	0	0	246	497	750	1'004	1'261	1'522	1'786	2'055	2'327	2'607	3'007	3'423	
37	0	0	0	0	0	0	246	496	751	1'007	1'264	1'523	1'788	2'054	2'326	2'600	2'993	3'398	3'819	
38	0	0	0	0	0	244	493	747	1'007	1'266	1'526	1'788	2'055	2'324	2'598	2'983	3'380	3'790	4'215	
39	0	0	0	0	244	491	744	1'003	1'267	1'530	1'792	2'056	2'326	2'598	2'982	3'371	3'772	4'186	4'617	
40	0	0	0	239	488	739	995	1'259	1'527	1'793	2'058	2'325	2'597	2'979	3'367	3'759	4'164	4'584	5'019	
41	0	0	239	484	737	992	1'252	1'520	1'793	2'062	2'330	2'600	2'981	3'366	3'759	4'155	4'564	4'988	5'429	
42	0	232	476	725	983	1'241	1'506	1'778	2'056	2'328	2'598	2'977	3'362	3'751	4'147	4'547	4'960	5'389	5'835	
43	232	470	719	973	1'236	1'498	1'766	2'043	2'326	2'601	2'980	3'362	3'751	4'144	4'544	4'948	5'365	5'800	6'250	
44	463	708	962	1'220	1'488	1'754	2'026	2'308	2'595	2'980	3'362	3'748	4'141	4'538	4'942	5'350	5'771	6'210	6'666	
45	701	952	1'210	1'474	1'747	2'017	2'293	2'579	2'976	3'366	3'752	4'142	4'539	4'940	5'348	5'760	6'185	6'630	7'280	
46	939	1'197	1'460	1'729	2'007	2'281	2'561	2'957	3'361	3'755	4'145	4'539	4'940	5'345	5'757	6'173	6'602	7'236	7'894	
47	1'183	1'448	1'716	1'990	2'273	2'551	2'940	3'343	3'754	4'153	4'547	4'945	5'350	5'759	6'175	6'595	7'213	7'854	8'519	
48	1'429	1'700	1'974	2'253	2'541	2'927	3'322	3'732	4'149	4'554	4'952	5'354	5'763	6'176	6'596	7'200	7'823	8'472	9'145	
49	1'685	1'963	2'242	2'526	2'925	3'316	3'717	4'133	4'558	4'968	5'370	5'776	6'189	6'607	7'210	7'820	8'450	9'107	9'787	
50	1'944	2'230	2'514	2'906	3'312	3'710	4'117	4'540	4'972	5'386	5'793	6'203	6'621	7'220	7'830	8'446	9'082	9'746	10'435	
51	2'214	2'507	2'899	3'299	3'713	4'117	4'530	4'960	5'399	5'819	6'230	6'645	7'245	7'850	8'466	9'089	9'731	10'404	11'101	
52	2'492	2'892	3'292	3'700	4'122	4'532	4'951	5'388	5'835	6'261	6'676	7'271	7'877	8'489	9'112	9'741	10'389	11'070	11'776	
53	2'983	3'396	3'806	4'224	4'657	5'075	5'502	5'949	6'406	6'838	7'436	8'039	8'652	9'272	9'903	10'539	11'196	11'887	12'603	
54	3'480	3'907	4'327	4'756	5'199	5'625	6'060	6'517	6'984	7'600	8'204	8'815	9'437	10'064	10'703	11'347	12'012	12'713	13'439	
55	3'991	4'433	4'863	5'303	5'757	6'191	6'635	7'102	7'555	8'381	8'993	9'612	10'241	10'877	11'524	12'176	12'850	13'561	14'411	
56	4'408	4'861	5'300	5'748	6'211	6'652	7'103	7'554	8'418	9'052	9'672	10'297	10'933	11'576	12'229	12'889	13'569	14'401	15'261	
57	4'839	5'303	5'751	6'208	6'681	7'129	7'762	8'425	9'101	9'743	10'370	11'002	11'645	12'295	12'956	13'623	14'421	15'262	16'134	
58	5'273	5'749	6'206	6'672	7'154	7'783	8'426	9'100	9'788	10'439	11'072	11'712	12'362	13'019	13'687	14'469	15'275	16'128	17'010	
59	5'686	6'174	6'639	7'114	7'778	8'417	9'070	9'755	10'454	11'114	11'754	12'400	13'057	13'721	14'503	15'294	16'108	16'971	17'864	
60	6'115	6'615	7'089	7'744	8'421	9'069	9'732	10'429	11'140	11'808	12'455	13'108	13'772	14'550	15'341	16'140	16'962	17'836	18'739	
61	6'539	7'050	7'704	8'372	9'061	9'719	10'391	11'100	11'823	12'499	13'153	13'813	14'591	15'377	16'176	16'983	17'814	18'699	19'613	
62	6'980	7'669	8'335	9'015	9'717	10'385	11'067	11'788	12'523	13'208	13'869	14'642	15'428	16'222	17'030	17'846	18'686	19'581	20'506	
63	7'757	8'468	9'150	9'846	10'565	11'246	11'941	12'676	13'427	14'123	14'899	15'683	16'479	17'284	18'102	18'928	19'779	20'688	21'627	
64	8'556	9'288	9'987	10'700	11'436	12'129	12'838	13'589	14'355	15'169	15'955	16'749	17'557	18'372	19'201	20'039	20'901	21'823	22'777	



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les femmes

Age en	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les femmes au 31 décembre																						
2025	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'771
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'471	11'496	
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'169	11'186	15'304	
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'118	10'823	14'931	19'142	
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'060	10'834	14'623	18'826	23'135	
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'973	10'712	14'605	18'479	22'778	27'186	
51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'889	10'625	14'511	18'527	22'489	26'889	31'399	
52	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'854	10'505	14'386	18'422	22'565	26'618	31'121	35'737	
53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'820	10'470	14'265	18'297	22'489	26'765	32'431	37'080	41'845		
54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'733	10'345	14'136	18'078	22'262	26'613	32'542	38'338	43'135	49'696		
55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'649	10'258	14'011	17'949	22'043	26'386	32'385	38'502	44'432	51'026	57'784		
56	0	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'544	10'065	13'811	17'706	21'791	26'040	32'025	38'250	44'558	50'624	57'372	64'289		
57	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'443	9'960	13'618	17'506	21'549	25'788	31'643	37'853	44'311	50'815	57'023	63'931	71'011		
58	0	0	0	0	0	0	3'024	6'303	9'714	13'362	17'155	21'185	25'375	31'214	37'287	43'722	50'415	57'118	63'467	70'536	77'782		
59	0	0	0	0	0	2'688	5'820	9'211	12'738	16'506	20'426	24'586	30'345	36'383	42'662	49'313	56'230	63'121	69'605	76'828	84'231		
60	0	0	0	0	2'688	5'484	8'727	12'234	15'882	19'777	23'827	29'556	35'514	41'759	48'253	55'127	62'276	69'364	75'989	83'371	90'938		
61	0	0	0	2'520	5'309	8'209	11'562	15'182	18'948	22'965	28'540	34'457	40'612	47'060	53'767	60'861	68'240	75'521	82'285	89'824	97'552		
62	0	0	2'520	5'141	8'034	11'044	14'510	18'248	22'137	27'678	33'441	39'555	45'913	52'574	59'501	66'825	74'442	81'925	88'832	96'536	104'431		
63	0	2'419	5'036	7'757	10'756	13'874	17'453	21'309	26'674	32'397	38'349	44'659	51'221	58'094	65'241	72'795	80'651	88'336	97'920	105'850	113'979		
64	2'419	4'935	7'653	10'479	13'586	16'817	20'514	25'847	31'392	37'304	43'452	49'966	56'741	63'835	71'212	79'004	87'109	97'536	107'326	115'492	126'603		



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les femmes

Age en	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les femmes au 31 décembre																			
2025	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'498
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'373	8'926	
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'373	8'801	13'409	
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'266	8'682	13'164	17'827	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'266	8'575	13'034	17'570	22'288	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230	8'539	12'890	17'393	21'983	26'756	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230	8'503	12'854	17'249	21'795	26'441	31'269	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'467	12'782	17'176	21'614	26'204	30'904	35'789	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'746	17'104	21'541	26'023	30'656	35'413	40'354	
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'711	17'068	21'469	25'950	30'476	35'154	39'966	44'964	
35	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'442	12'721	17'043	21'444	25'889	30'414	34'984	39'707	44'577	51'560	
36	0	0	0	0	0	0	0	4'177	8'445	12'745	17'067	21'433	25'877	30'367	34'936	39'552	44'321	51'122	58'187	
37	0	0	0	0	0	0	4'177	8'427	12'769	17'123	21'489	25'899	30'389	34'923	39'538	44'200	50'889	57'773	64'921	
38	0	0	0	0	0	4'141	8'380	12'704	17'121	21'530	25'940	30'394	34'928	39'508	44'169	50'705	57'460	64'426	71'657	
39	0	0	0	0	4'141	8'345	12'647	17'045	21'538	26'002	30'457	34'956	39'536	44'162	50'698	57'299	64'120	71'169	78'484	
40	0	0	0	4'070	8'292	12'558	16'923	21'396	25'965	30'485	34'984	39'529	44'155	50'640	57'241	63'908	70'794	77'927	85'327	
41	0	0	4'070	8'221	12'527	16'856	21'285	25'835	30'482	35'057	39'603	44'194	50'679	57'229	63'896	70'630	77'583	84'801	92'287	
42	0	3'945	8'094	12'325	16'713	21'105	25'598	30'223	34'947	39'578	44'169	50'603	57'153	63'768	70'500	77'299	84'320	91'621	99'193	
43	3'945	7'998	12'228	16'542	21'014	25'471	30'030	34'732	39'535	44'224	50'658	57'157	63'773	70'454	77'253	84'120	91'209	98'596	106'255	
44	7'879	12'040	16'351	20'747	25'304	29'824	34'449	39'228	44'110	50'654	57'153	63'717	70'397	77'145	84'011	90'945	98'102	105'576	113'322	
45	11'911	16'183	20'576	25'058	29'700	34'287	38'978	43'837	50'597	57'222	63'786	70'417	77'164	83'980	90'914	97'917	105'144	112'706	123'754	
46	15'728	20'105	24'577	29'139	33'863	38'512	43'266	49'990	56'858	63'561	70'189	76'883	83'696	90'576	97'577	104'647	111'941	122'711	133'884	
47	19'631	24'116	28'668	33'311	38'119	42'832	49'441	56'273	63'251	70'034	76'727	83'486	90'365	97'312	104'379	111'518	122'004	132'900	144'201	
48	23'566	28'159	32'792	37'517	42'409	48'961	55'662	62'604	69'692	76'555	83'313	90'139	97'084	104'098	111'234	121'488	132'074	143'096	154'524	
49	27'658	32'363	37'080	41'892	48'646	55'291	62'088	69'141	76'344	83'290	90'116	97'009	104'023	111'107	121'360	131'715	142'403	153'555	165'113	
50	31'810	36'630	41'432	48'075	54'952	61'693	68'585	75'752	83'070	90'101	96'995	103'957	111'040	121'216	131'570	142'027	152'819	164'100	175'791	
51	36'129	41'067	47'702	54'470	61'476	68'314	75'306	82'591	90'028	97'146	104'110	111'144	121'320	131'599	142'057	152'619	163'516	174'932	186'757	
52	40'575	47'326	54'087	60'983	68'118	75'056	82'149	89'554	97'113	104'320	111'355	121'458	131'738	142'120	152'683	163'352	174'357	185'907	197'870	
53	48'526	55'496	62'420	69'483	76'788	83'856	91'081	98'642	106'360	113'682	123'808	134'035	144'440	154'950	165'641	176'440	187'575	199'291	211'421	
54	56'573	63'765	70'854	78'085	85'563	92'762	100'121	107'840	115'719	126'155	136'405	146'758	157'291	167'929	178'750	189'679	200'947	212'830	225'130	
55	64'864	72'283	79'543	86'948	94'602	101'938	109'434	117'316	128'357	138'951	149'329	159'811	170'474	181'244	192'199	203'262	214'666	226'721	241'122	
56	71'532	79'134	86'531	94'076	101'873	109'317	116'924	127'921	139'148	149'876	160'364	170'956	181'731	192'613	203'681	214'860	226'380	240'455	255'027	
57	78'422	86'214	93'753	101'442	109'386	116'943	127'648	138'832	150'251	161'117	171'717	182'423	193'313	204'311	215'496	226'793	240'306	254'555	269'304	
58	85'362	93'345	101'026	108'860	116'954	127'582	138'446	149'819	161'430	172'437	183'150	193'970	204'975	216'090	227'393	240'637	254'289	268'713	283'638	
59	91'972	100'137	107'954	115'927	127'119	137'900	148'919	160'476	172'273	183'415	194'238	205'169	216'286	227'514	240'759	254'137	267'924	282'518	297'617	
60	98'847	107'201	115'159	126'183	137'581	148'518	159'697	171'442	183'431	194'712	205'648	216'693	227'926	241'083	254'464	267'979	281'904	296'673	311'949	
61	105'627	114'167	125'171	136'396	147'998	159'092	170'428	182'361	194'542	205'962	217'010	228'169	241'329	254'621	268'137	281'789	295'852	310'796	326'247	
62	112'678	124'230	135'435	146'865	158'676	169'930	181'430	193'555	205'931	217'494	228'658	241'731	255'027	268'455	282'110	295'901	310'106	325'227	340'859	
63	125'282	137'180	148'645	160'339	172'419	183'880	195'588	207'962	220'590	232'336	245'446	258'687	272'152	285'752	299'579	313'545	327'926	343'271	359'128	
64	138'221	150'476	162'206	174'171	186'529	198'201	210'124	222'752	235'639	249'371	262'651	276'064	289'703	303'478	317'483	331'628	346'190	361'763	377'851	

Adaptation des rentes de risque LPP à l'évolution des prix, taux en pourcent

Année pendant laquelle la rente est versée pour la 1ère fois	Années d'adaptation de la rente à l'évolution des prix (en gras les années d'adaptation de la rente AVS/AI)																																		
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 - 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025		
1985	4.3	3.4		12.1	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1986		7.2		12.1	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1987			11.9	5.7	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1988				15.9	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1989					16.0		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1990						13.1	0.6		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1991							7.7		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1992								6.2	0.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1993									3.2		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1994										3.0	0.1		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1995											1.0		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1996												1.7	1.4		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1997													2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1998														3.4	0.5		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
1999															2.6		1.4		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
2000																1.7	0.9		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
2001																	1.9		2.2		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
2002																		2.8	0.8		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
2003																			3.1		3.7		-		-		-		-		2.8		2.5		
2004																					3.0	2.9		-		-		-		-	2.8		2.5		
2005																						4.5		-		-		-		-	2.8		2.5		
2006																							2.7	0.3		-		-		-	3.5		2.5		
2007																								2.3		-		-		-	3.5		2.5		
2008																										-		-		-	2.8		2.5		
2009																										0.4		-		-	3.4		2.5		
2010																											-		-	0.1		3.4		2.5	
2011																											-		-	-	-	3.0		2.5	
2012																											-		-	-	-	0.1	3.3		2.5
2013 - 2014																											-		-	0.1		3.4		2.5	
2015																											-	1.5		-		3.5		2.5	
2016																												-	1.8		-	3.4		2.5	
2017																													0.3			4.2		2.5	
2018																															0.3	3.3		2.5	
2019																																3.4		2.5	
2020																																	6.0	0.8	
2021																																		5.8	

Exemple : une rente d'invalidité LPP versée pour la première fois en 2006 a été adaptée la première fois au 1.1.2010 (2,7%). Elle a ensuite été adaptée au même moment que les adaptations de la rente AVS soit après une année au 1.1.2011 (0,3%). Cette rente n'est pas adaptée en 2013, 2015, 2019 et 2021 car l'indice des prix à la consommation n'a pas augmenté depuis la dernière adaptation de 2011. Elle est adaptée au 1.1.2023 (3,5%), puis au 1.1.2025 (2,5%). Ces taux d'adaptation peuvent être lus à la ligne « 2006 ».

Adaptation cumulée des rentes de risque LPP à l'évolution des prix, taux en pourcent

Année pendant laquelle la rente est versée pour la 1ère fois	Années d'adaptation de la rente à l'évolution des prix (en gras les années d'adaptation de la rente AVS/AI)																																				
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 - 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025				
1985	4.3	7.8	7.8	20.9	25.1	25.1	30.3	30.3	33.6	33.6	34.3	34.3	37.9	37.9	39.6	39.6	41.5	41.5	44.7	44.7	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0		
1986		7.2	7.2	20.2	24.4	24.4	29.5	29.5	32.8	32.8	33.5	33.5	37.1	37.1	38.8	38.8	40.7	40.7	43.8	43.8	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1		
1987			11.9	18.3	22.4	22.4	27.4	27.4	30.8	30.8	31.4	31.4	35.0	35.0	36.6	36.6	38.5	38.5	41.5	41.5	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8		
1988				15.9	20.0	20.0	24.9	24.9	28.1	28.1	28.8	28.8	32.2	32.2	33.8	33.8	35.7	35.7	38.7	38.7	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8		
1989					16.0	16.0	20.8	20.8	23.9	23.9	24.5	24.5	27.9	27.9	29.4	29.4	31.2	31.2	34.1	34.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1		
1990						13.1	13.8	13.8	16.7	16.7	17.3	17.3	20.5	20.5	21.9	21.9	23.6	23.6	26.4	26.4	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0		
1991							7.7	7.7	10.5	10.5	11.1	11.1	14.1	14.1	15.4	15.4	17.0	17.0	19.6	19.6	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0		
1992								6.2	6.8	6.8	7.4	7.4	10.3	10.3	11.6	11.6	13.2	13.2	15.6	15.6	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	
1993									3.2	3.2	3.7	3.7	6.5	6.5	7.8	7.8	9.3	9.3	11.7	11.7	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	
1994										3.0	3.1	3.1	5.9	5.9	7.2	7.2	8.7	8.7	11.0	11.0	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	
1995											1.0	1.0	3.7	3.7	5.0	5.0	6.4	6.4	8.8	8.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	
1996												1.7	3.1	3.1	4.4	4.4	5.8	5.8	8.2	8.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	
1997													2.7	2.7	3.9	3.9	5.4	5.4	7.7	7.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	
1998													3.4	3.9	3.9	5.4	5.4	7.7	7.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	
1999															2.6	2.6	4.0	4.0	6.3	6.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	
2000																1.7	2.6	2.6	4.9	4.9	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	
2001																	1.9	1.9	4.1	4.1	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	
2002																		2.8	3.6	3.6	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	
2003																			3.1	3.1	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	
2004																				3.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	
2005																					4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	
2006																						2.7	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	
2007																								2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	
2008																																					
2009																										0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
2010																																					
2011																																					
2012																																					
2013 - 2014																																					
2015																																					
2016																																					
2017																																					
2018																																					
2019																																					
2020																																					
2021																																					

Exemple : une rente d'invalidité LPP versée pour la première fois en 2006 a dû être augmentée jusqu'en 2011 de 3,0% (valeur arrondie). De 2012 à 2022, le taux cumulé d'adaptation reste de 3,0% car il n'y a pas eu d'adaptation obligatoire de la rente durant ces années. En 2023, il passe à 6,6% et en 2025 à 9,3% (valeur arrondie). En 2024 le taux est le même qu'en 2023 car il n'y a pas d'adaptation subséquente en 2024. On trouve ces taux cumulés à la ligne « 2006 ». Ainsi, une rente d'invalidité LPP qui se montait à frs 20 425.- en 2006 lorsqu'elle a pris naissance, s'élève à frs 22 320,20 (valeur effective) en 2025.